

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ORANGE PARTICIPATIONS OBK*(anciennement dénommée « COMPAGNIE FINANCIERE D'ORANGE BANK »)*

Société anonyme au capital de 1 138 000 000 €

Siège social : 111, quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-Les-Moulineaux

819 398 660 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2025**A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2024****I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

(en milliers d'euros)

ACTIF	2024	2023
Caisse, banques centrales	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	-	-
Opérations avec la clientèle	8 604	7 092
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Autres actifs	-	-
Comptes de régularisation	-	-
Total - Actif	8 604	7 092

PASSIF	2024	2023
Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédits	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	645	746
Comptes de régularisation	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Capital souscrit	1 138 000	888 000
Primes d'émission	173 913	173 913
Réserves	-	-
Provisions réglementées - subventions d'investissement	-	-
Report à nouveau	(1 055 567)	(524 095)
Résultat de l'exercice	(248 387)	(531 472)
Total - Passif	8 604	7 092

II. – Compte de résultat

en milliers d'euros	2024	2023
Intérêts et Produits assimilés	-	-
Intérêts et Charges assimilées	-	-
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	319	222
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
Produit net bancaire	319	222
Charges générales d'exploitation	(706)	(693)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-	-
Résultat brut d'exploitation bancaire	(387)	(472)
Coût du risque	-	-
Résultat d'exploitation	(387)	(472)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(248 000)	(531 000)
Résultat courant avant impôt	(248 387)	(531 472)
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les bénéfices	-	-
Résultat net	(248 387)	(531 472)

Hors-bilan

(Néant)

III. – Annexe aux comptes sociaux**Objet social**

Conformément aux statuts, la société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- à titre principal, l'acquisition, la détention et la cession des Titres de la société dénommée Orange Bank, société anonyme dont le siège social est situé 67 rue Robespierre, 93100 Montreuil, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés sous le numéro unique d'identification 572 043 800 R.C.S. Bobigny et de toute entité dont l'objet concourt à la réalisation de l'objet social de Orange Bank ;
- ainsi que, plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, en tout ou partie, à l'un quelconque des domaines visés ci-avant, ou pouvant en favoriser la réalisation, l'extension ou le développement.

Siège social

Le siège de la société est fixé au 111, quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la CFOB au 31 décembre 2024 sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).
La CFOB établit des comptes consolidés.

L'établissement ne dispose pas de personnel rémunéré.

Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Faits marquants 2024**Mise en œuvre du programme de désengagement des activités bancaires**

Le Conseil d'Administration d'Orange Bank, lors de sa séance du 15 février 2024 a pris acte de l'entrée en phase d'exécution du retrait progressif des activités bancaires de la société.

En date du 31 décembre 2024, en France et en Espagne, Orange Bank a clôturé l'ensemble des comptes de la clientèle et a procédé à la vente de ses portefeuilles de crédit, conformément au plan de désengagement.

En parallèle, la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi se poursuit, soit 79 ruptures de contrat en date du 31 décembre 2024.

Evolution du capital social

Le capital de la CFOB a évolué de la façon suivante :

En date du 22 février 2024, a été réalisée une augmentation de capital de deux cent cinquante (250) millions d'euros, intégralement souscrite par le groupe Orange (via Orange Participations), conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 15 février 2024.

Au 31 décembre 2024, le capital social de la société, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, s'établit à mille cent trente-huit (1 138) millions d'euros, divisé en mille cent trente-huit (1 138) millions d'actions ordinaires d'un nominal de 1 euro. Le capital est détenu à 100% par le groupe Orange, via Orange Participations.

La CFOB a souscrit, concomitamment à sa propre augmentation de capital, à l'augmentation de capital d'Orange Bank en date du 22 février 2024, pour un montant de deux cent quarante-huit (248) millions d'euros.

Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital

Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, la CFOB prend acte de la situation au 31 décembre 2024. Ceci fera l'objet d'échanges avec ses actionnaires dans un calendrier compatible avec les obligations légales de recapitalisation.

Evolution en matière d'exigence prudentielle

Cette exigence s'applique à la CFOB sur base consolidée en sa qualité de holding de Orange Bank et de sa filiale Anytime.

Pour information, l'exigence prudentielle sur base consolidée a été portée à 16,0% en janvier 2024 et est restée inchangée sur l'année 2024. A noter que le ratio de fonds propres de la CFOB au 31 décembre 2024 s'élève à 50,67%.

De façon prospective, les exigences totales de fonds propres de la CFOB sur base consolidée en 2025 s'établissent à 11,5%, après suppression des exigences P2R (2%) et P2G (2,5%).

Par ailleurs, dans le cadre de l'introduction du Pilier 2 Liquidité, l'ACPR indique également l'intention d'imposer à CFOB à partir du 1^{er} janvier 2024 de disposer à tout moment de liquidités permettant de couvrir 40% des dépôts comptabilisés dans ses livres. La couverture peut être constituée de liquidités classiquement éligibles au LCR (trésorerie disponible, titres de niveau 1) (...), mais aussi de lignes de liquidité confirmées, mobilisables et contractualisées auprès de l'actionnaire ou d'autres banques (ce qui est un traitement exceptionnel).

Intégration fiscale

La Compagnie Financière d'Orange Bank est intégrée fiscalement à Orange SA depuis le 1^{er} janvier 2022.

Commentaires sur les comptes sociaux 2024

Créance sur les établissements de crédit

Ce poste correspond au compte Nostri ouvert dans les livres d'un établissement financier. Ce compte fait l'objet d'une centralisation de trésorerie sur un compte courant d'associé ouvert dans les livres de Orange SA (« cash pooling »).

Opérations avec la clientèle

Il s'agit du compte courant d'associé ouvert dans les livres de Orange SA, utilisé pour la centralisation de trésorerie de la société.

Parts dans les entreprises liées

Il s'agit des titres de participation Orange Bank détenus à 100% par CFOB. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

A chaque clôture, la Compagnie Financière d'Orange Bank procède à un test de dépréciation sur la participation détenue dans Orange Bank en comparant le coût d'acquisition des titres à leur valeur d'utilité estimée à la date de clôture.

Compte tenu du plan d'extinction d'Orange Bank entériné par le conseil d'administration lors de sa séance du 15 février 2024, il a été estimé que la valeur d'utilité des titres d'Orange Bank est nulle et donc de les déprécier en totalité dans les comptes de la CFOB.

(en milliers d'euros)	2023	2024			
		Augmentation (acquisitions & dotations)	Diminution (cessions & reprises)	Autres mouvements	Total
Titres de participations et parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-
Valeur brute	1 547 950	248 000	-	-	1 795 950
Provisions	(1 547 950)	(248 000)	-	-	(1 795 950)
Total en valeurs nettes au bilan	-	-	-	-	-

Autres actifs

Néant au 31 décembre 2024.

Autres passifs

Ce poste regroupe essentiellement la refacturation des frais de gestion administrative assurée par Orange Bank, ainsi que des factures à recevoir des commissaires aux comptes.

Commissions

Ce sont les commissions diverses payées aux correspondants bancaires.

Frais Généraux

Ce poste regroupe les frais administratifs refacturés par Orange Bank, les honoraires d'audit des commissaires aux comptes, divers frais juridiques et différentes cotisations professionnelles.

Titres de participations

En milliers d'euros	Capital	Autres éléments des capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
Filiales (détenues à plus de 50%)				
Orange Bank- (1) Moins une action	1 246 776 k€	-672 272 k€	100 % ⁽¹⁾	- 406 716 k€
Participations (détenues entre 10% et 50 %)	-	-	-	-

(1) Une action est détenue par Orange Participations

Renseignements sur les filiales

En milliers d'euros	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable nette	Montants des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
Filiales détenues à plus de 50 %	1 795 950 k€	0 k€			
Participations détenues entre 10% & 50 %					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Ventilation Actifs et Passifs (en milliers d'euros)

2024

Actifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	8 604	8 604	-
Autres créances	-	-	-

Passifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Passifs	645	645	-

2023

Actifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	7 092	7 092	-
Autres créances	-	-	-

Passifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Passifs	746	746	-

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes s'élève à 100,6 milliers d'euros, répartis à parts égales entre les cabinets Deloitte et KPMG.

IV. – Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de (248.386.919,49) euros au compte report à nouveau.

Conformément à la loi, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices clos.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2025 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalons que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce, certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Financière d'Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société porte à son bilan les titres de capital d'Orange Bank. Comme indiqué dans le paragraphe « Parts dans les entreprises liées » de l'annexe aux comptes annuels, ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un test de dépréciation à la clôture en référence à leur valeur d'utilité estimée à cette date. Nous avons apprécié l'estimation de la valeur d'utilité des titres d'Orange Bank retenue par la société au 31 décembre 2024 et nous nous sommes assurés qu'elle faisait l'objet d'une information appropriée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 mai 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

B. – Comptes consolidés

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

	Note	2024	2023
(en milliers d'euros)			
Caisse et banques centrales	5.1	189 345	712 782
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2	-	10 050
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		-	1 402
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		-	8 648
Instruments financiers dérivés de couverture	5.3	11 214	68 975
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	32 327	45 197
Actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Actifs financiers au coût amorti	5.7	789 179	2 781 229
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		478 050	176 932
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		3 242	2 379 692
<i>Titres de dette</i>		307 888	224 606
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.3	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	8	4 970	6 729
Comptes de régularisation et actifs divers	5.9	71 218	106 137
Immobilisations corporelles	9	16 820	28 466
Immobilisations incorporelles	10	1 804	21 792
Total de l'actif		1 116 876	3 781 356
Banques centrales	5.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2	-	639
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		-	639
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments financiers dérivés de couverture	5.3	4 796	18 728
Passifs financiers au coût amorti	5.7	643 861	3 028 883
<i>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</i>		22 036	214 994
<i>Dettes envers la clientèle</i>		611 797	2 594 754
<i>Dettes représentées par un titre</i>		10 028	219 135
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 308	46 865
Passifs d'impôts courants et différés	8	4 970	6 721
Comptes de régularisation et passifs divers	5.9	104 122	177 128
Provisions	5.8	140 998	131 318
Dettes subordonnées	5.7	27 633	27 633
Capitaux propres			
Capital et réserves liées		1 311 913	1 061 913
Réserves consolidées		(724 235)	(421 385)
Résultat de la période		(406 817)	(302 850)
Sous-total		180 862	337 679
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5.5	3 327	5 762
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		184 189	343 441
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Total capitaux propres		184 189	343 441
Total du passif		1 116 876	3 781 356

II. – Compte de résultat consolidé

	Note	2024	2023
(en milliers d'euros)			
Intérêts et produits assimilés	6.1	145 873	172 339
Intérêts et charges assimilées	6.1	(66 802)	(66 440)
Produits de commissions	6.2	35 591	102 962
Charges de commissions	6.2	(22 659)	(67 706)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.4	(9 506)	(1 826)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités	6.3	6 329	3 016
Charges des autres activités	6.3	(229 180)	(10 100)
Produit net bancaire		(140 354)	132 244
Charges de personnel	7.1	(63 845)	(190 956)
Autres charges générales d'exploitation	12	(152 253)	(121 648)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	9 & 10	(29 470)	(65 512)
Résultat brut d'exploitation		(385 922)	(245 872)
Coût du risque	5.8	(20 794)	(56 863)
Résultat d'exploitation		(406 716)	(302 735)
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant impôts		(406 716)	(302 735)
Impôt sur les sociétés	8	(101)	(115)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(406 817)	(302 850)
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		(406 817)	(302 850)
(en euros)			
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat par action attribuable aux propriétaires de la société mère	11.3		
de base		(0,42)	0,40
dilué		(0,42)	0,40
(en milliers d'euros)			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(406 817)	(302 850)
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	(2 435)	(4 853)
Impôts sur éléments recyclables ou recyclés en résultat		-	-
Éléments recyclables ou recyclés en résultat (a)		(2 435)	(4 853)
Éléments non recyclables en résultat (b)	5.5	-	739
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)		(2 435)	(4 114)
Résultat global consolidé		(409 252)	(306 964)
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		(409 252)	(306 964)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-

III. – Tableau des variations des capitaux propres consolidés

Attribuables aux propriétaires de la société mère

(en milliers d'euros)

Note

		Nombre d'actions émises (en milliers)	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Réserves et Résultat	Autres éléments du résultat global	Total
Solde au 31 décembre 2023		888 000	888 000	173 913	(724 235)	5 762	343 441
Regroupement d'actions		-	-	-	-	-	-
Autres		-	-	-	-	-	-
Résultat global consolidé		-	-	-	(406 817)	-	(406 817)
Augmentation de capital	11.1	250 000	250 000	-	-	-	250 000
Diminution de capital	11.1	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	11.2	-	-	-	-	-	-
FTA	3.4	-	-	-	-	-	-
Actifs à la JV par capitaux propres	5.5	-	-	-	-	(2 435)	(2 435)
Solde au 31 décembre 2024		1 138 000	1 138 000	173 913	(1 131 051)	3 327	184 189

IV. – Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III)	(573 980)	416 355
Résultat net (I)	(406 817)	(302 850)
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	(148 729)	191 502
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(25 519)	65 518
Dotations nettes aux provisions	(123 218)	125 992
Quote-part de bénéfice (pertes) du Groupe dans les sociétés mise en équivalence	-	-
Variation des impôts différés	8	(8)
Résultat net de cessions sur actifs financiers	-	-
Autres mouvements	-	-
Augmentation / diminution nettes des actifs / passifs opérationnels (III)	(18 434)	527 703
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Opérations interbancaires	(446 572)	(695 375)
Opérations avec la clientèle	526 390	951 618
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	25 552	218 968
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	(123 803)	52 491
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	57 153	(31 503)
Flux de trésorerie aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et aux participations	-	-
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	57 153	(31 503)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	40 893	94 248
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	250 000	200 000
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(209 107)	(105 752)
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	(475 933)	479 101
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(475 933)	479 101
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	804 020	324 919
Caisses et banques centrales (actif)	712 782	87 382
Banques centrales (passif)	-	-
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (actif)	91 243	237 537
Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (passif)	(5)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	328 087	804 020
Caisses et banques centrales (actif)	189 345	712 782
Banques centrales (passif)	-	-
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (actif)	138 742	91 243
Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (passif)	0	(5)

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des flux liés à l'activité d'Orange Bank, du FCT Orange Bank Personal Loans 2020 (jusqu'à sa dissolution) et d'Anytime.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de la trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

V. – Notes annexes aux comptes consolidés

Orange Bank est émetteur de titres de créances négociables, à ce titre elle fait appel public à l'épargne. Le Groupe publie des comptes consolidés selon le référentiel IFRS en application des obligations légales.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1. – Description du Groupe & faits marquants

1.1. – Description du Groupe

Au 31 décembre 2024, le Groupe Compagnie Financière d'Orange Bank est constitué :

— de la Compagnie Financière d'Orange Bank, mère du Groupe, dont l'activité principale est de porter les titres d'Orange Bank ;

— d'Orange Bank, établissement de crédit, au service des particuliers, offrant des services bancaires sur mobile, des services bancaires « classiques » en France et en Espagne via sa succursale espagnole - Orange Bank Spain - ainsi qu'une activité de courtage pour l'assurance vol – casse des téléphones mobiles. Son offre est commercialisée par les réseaux de distribution des groupes Orange et Groupama et sur son propre espace de distribution digital, mobile ou web. L'activité auprès des entreprises a été stoppée en 2017 et est en gestion extinctive ; la production de crédits immobiliers a été stoppée en juin 2022. Ses activités sont soumises aux contrôles de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) dans le cadre du Mécanisme de Supervision Unique (MSU). Ses activités de fourniture de services d'investissement sont soumises au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ;

— d'Anytime, société de droit français acquise le 30 novembre 2020. Anytime est une néo-banque dédiée aux besoins des professionnels, des entreprises et des associations ;

— Le Fonds Commun de Titrisation Orange Bank Personal Loans 2020 a été dissout en mai 2024, suite au rachat par la banque des encours de crédits titrisés ; cette opération constituant un pré requis à la cession des portefeuilles.

1.2. – Faits marquants de l'exercice 2024

Evolutions du capital

L'évolution du capital de la Compagnie Financière d'Orange Bank est détaillée dans la note 11 – Capitaux propres.

Mise en œuvre du programme de désengagement des activités bancaires

Le Conseil d'Administration d'Orange Bank, lors de sa séance du 15 février 2024 a pris acte de l'entrée en phase d'exécution du retrait progressif des activités bancaires de la société.

En France :

- La signature le 16 février d'un accord de référencement des clients, avec un groupe bancaire. Au terme de cet accord, organisé en 12 vagues successives entre février et juin, près de 106 000 clients ont effectivement transféré leur compte bancaire ;
- La mise en œuvre de campagnes de relance des clients afin de restituer les avoirs et de procéder à la fermeture des comptes courants et d'épargne. Ceci a conduit à la fermeture le 5 novembre du dernier compte client ;
- Les avoirs non restitués à date ont été virés sur un compte interne. Au 31 décembre 2024, le montant des avoirs en attente de restitution s'élève à 11,5 millions d'euros ;
- La signature le 2 septembre de la cession de la quasi-totalité des portefeuilles de crédits à un consortium d'investisseurs, Orange Bank n'ayant conservé que les crédits dont l'échéance n'excédait pas la fin de l'année 2024 ou non éligibles au regard des accords signés. Au 31 décembre 2024, les encours résiduels de crédits sains

présentent un montant net de provision de 3 millions d'euros ; les encours douteux (soit 9,3 millions d'euros en valeur brute) représentant quant à eux une valeur nette au bilan de 0,2 million d'euros ;

- La mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (voir ci-après) ;
- La définition de stratégies de rupture anticipée des contrats partenaires et fournisseurs principaux – soit une charge de 34,8 millions d'euros en 2024 ;
- La définition d'une feuille de route de décommissionnement informatique, se traduisant par des mises au rebut portant sur 52,4 millions d'euros d'immobilisations incorporelles ;
- La décision du Conseil d'administration lors de sa séance du 11 décembre de modifier l'intention de gestion des titres détenus en vue de procéder à la vente de ces derniers au cours du premier semestre 2025. Le classement et la comptabilisation des actifs financiers étant couvert par la norme IFRS9, cela ne prendra effet dans les comptes consolidés qu'au premier jour de la prochaine période d'établissements des comptes, soit le 1^{er} janvier 2025, conformément à la norme.

En Espagne :

- La vente des portefeuilles de crédit au cours du premier semestre à un établissement espagnol ;
- Le transfert des clients de la banque au quotidien et d'une partie des équipes (soit 35 personnes) vers ce même établissement de crédit ;
- La vente de la plateforme technique espagnole à un prestataire de service informatique ainsi que le transfert de 29 collaborateurs le 2 novembre ;
- L'extinction progressive de la succursale se prolongeant au début de l'année 2025.

Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi

Suite à la signature de l'accord collectif de façon unanime le 17 janvier 2024, à sa validation par l'administration du travail le 7 février 2024 et à la décision du conseil d'administration du 15 février 2024, le Plan de Sauvegarde de l'Emploi est entré en phase de mise en œuvre.

Le coût global du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (couvrant les reclassements internes et départs externes) a fait l'objet d'une réestimation à 136 millions d'euros en référence aux dispositions définitives de l'accord de PSE, pour une première estimation de 122 millions d'euros fin décembre 2023.

Le suivi des départs fait état au 31 décembre 2024 de 79 ruptures de contrat dont 32 en départs externes et 47 en reclassement au sein du groupe Orange. La répartition observée à date entre reclassements internes et reclassements externes (soit 34%) ne peut être considérée comme une indication fiable de tendance. Cela a cependant conduit le management de la banque à ré estimer le montant de la provision en retenant un taux de reclassements internes de 20 % (contre 15 % initialement) ; entraînant une reprise de la provision de l'ordre de 5 millions d'euros.

Enfin, la consommation de la provision au 31 décembre 2024 s'élève à 7,9 millions d'euros et le montant de la provision atteint 122,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Mise en œuvre du retrait d'agrément bancaire

Le processus de retrait d'agrément a été engagé au cours de l'année 2024. Cinq échanges se sont tenus avec la Direction des autorisations de l'ACPR et font l'objet d'une formalisation qui aborde en détail les modalités d'arrêt des activités et les mesures mises en œuvre de protection de la clientèle. Une première réunion s'est tenue avec la Caisse des Dépôts et Consignations le 9 octobre dernier.

Les points à traiter nécessaires au retrait d'agrément sont suivis dans un tableau de bord détaillé, présenté mensuellement au comité de Direction de la banque et couvrant les domaines suivants :

- L'absence de dépôts reçus du public ;
- L'absence d'engagements en faveur de la clientèle ;
- Le respect des obligations réglementaires, le temps nécessaire, pour les différents moyens de paiement ;
- En post agrément, disposer d'une organisation, humaine et technique, qui permettra d'assurer les obligations réglementaires résiduelles.

Le traitement de l'Espagne a fait l'objet d'une note partagée avec la Direction des Autorisations puis déposée – fin septembre - sur le portail de la BCE pour informer officiellement de l'arrêt de l'activité de la succursale.

Contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2024

Orange Bank fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2021 à 2023, ainsi qu'aux 4 premiers mois de 2024 pour la seule TVA.

A date et en l'absence de risque identifié et de toute notification, la banque n'a pas constitué de provision.

Activité courante 2024

Suite à la décision du Conseil d'administration d'Orange Bank du 15 février 2024, marquant le début du retrait progressif de ses activités bancaires, l'activité de la Banque commerciale a été fortement réduite.

Les principaux points d'étapes de l'arrêt de la commercialisation des produits Orange Bank au cours de l'année 2024, sont:

En France :

- Arrêt de la commercialisation des CAV, CSL et Prêt Express dès le 15 février 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des produits d'assurance mobile à la suite de la signature d'un contrat de cession de la clientèle le 12 avril 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des Désirio et du PxP le 30 juin 2024.

En Espagne :

- Arrêt de l'activité de rachat de créances Telco (Dolphin) dès le 29 février 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des CAV et CSL début mars 2024 ;
- La commercialisation des crédits à la consommation, dit « UPL » (Domin et Domex), étant arrêtée depuis fin 2023.

En matière de dépôts, hors « dépôts Raisin » commentés au point suivant, la décollecte des comptes de la banque commerciale (encours de 1,327 millions d'euros en 2023 vs. 11,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 virés dans le compte de suspens) s'explique par (i) en Espagne, le transfert de l'activité « Banque au Quotidien » vers un établissement espagnol et (ii) en France, le lancement de la campagne de référencement le 27 février et l'annonce de l'arrêt de l'activité de la banque ayant conduit les clients à transférer leurs avoirs en dehors des livres d'Orange Bank.

Au 31 décembre 2024, tous les comptes clients sont fermés en France et en Espagne.

Evolution de la collecte de dépôts via la plateforme Raisin et gestion du refinancement et de la liquidité

Au cours de l'année 2024, la Banque a assuré son refinancement dans la continuité de la politique mise en œuvre à fin 2023. Cette dernière a été ajustée en cours d'année en fonction des principaux événements impactant la banque, à savoir :

- La résiliation de l'engagement de financement reçu de 450 millions d'euros. Cet engagement, garanti par les titres du FCT a été résilié conformément aux clauses contractuelles lors de la dissolution de ce dernier ;
- La reprise temporaire de la collecte de Raisin lors de l'été afin de sécuriser la liquidité de la banque en raison du décalage à septembre de la cession des portefeuilles de crédit en France ;
- La fermeture de l'accès au refinancement de la BCE le 17 septembre ;
- L'ajustement de l'engagement de financement émis par Orange SA de 400 à 50 millions d'euros au 1er octobre ;

Les encours collectés représentent environ 568 millions d'euros au 31 décembre 2024, dont 450 millions à échéance janvier-février 2025.

Evolutions concernant la filiale Anytime

Orange Bank a souscrit à une augmentation de capital de 2 millions d'euros le 21 février 2024. Par décision extraordinaire de ses actionnaires en date du 22 novembre 2024, le siège social a été transféré de la Belgique vers la France à Montreuil (93100) 67, rue Robespierre, avec maintien de sa personnalité morale. Anytime a été transformée de société anonyme à conseil d'administration de droit belge en société anonyme à conseil d'administration de droit français avec effet à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Bobigny en France, soit le 12 décembre 2024.

Par ailleurs, une succursale a été constituée en Belgique.

A l'issue de cette opération, Orange Bank détient désormais 157 447 actions sur 157 448 (une action est détenue par Orange Participations) de la société.

1.3. – Événements postérieurs à la clôture

En février 2025, Orange Bank a reçu une offre ferme de reprise de l'activité de garantie des débit/crédit rentiers (activité dite « CGG »). Les travaux d'instruction se poursuivent.

Concernant la filiale Anytime, un processus de vente est en cours ; Orange Bank poursuit l'analyse de différents scénarii.

Note 2. – Informations sectorielles et géographiques

Le Groupe est géré sur une base reflétant à la fois ses métiers et la répartition géographique de ses activités. D'un point de vue métier, l'activité du Groupe n'est constituée que d'un seul secteur opérationnel, l'activité bancaire.

A noter :

- Au 31 décembre 2024, les encours bilanciaux de la succursale en Espagne ne présentent aucun solde significatif ;
- Compte-tenu de la faible matérialité du bilan et du résultat d'Anytime, cette entité n'est pas prise en compte dans les informations sectorielles et géographiques délivrées dans le tableau ci-après.

(en milliers d'euros)	2024			2023		
	Groupe CFOB	dont Espagne	%	Groupe CFOB	dont Espagne	%
Total du bilan						
Résultat						
Produit net bancaire	(140 354)	(20 873)	14,87%	132 244	27 652	20,9%
Résultat avant impôts	(406 716)	(53 202)	13,08%	(245 872)	(1 995)	n.s.
Résultat net	(406 817)	(57 670)	14,18%	(302 850)	(42 291)	14,0%

Note 3. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

3.1. – Introduction

Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2024 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023 et ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024. Ces nouvelles normes n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé pour la présentation des données relatives à l'exercice 2024 a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de

normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (ANC), dans sa recommandation n°2022-01 du 8 avril 2022 qui annule et remplace la recommandation n°2017-02 du 2 juin 2017.

Les informations présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Règles de présentation (devises et arrondis)

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3.2. – Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2024

- Amendements à IAS 1 – « Présentation des états financiers »
- Amendements à IFRS 16 – « Contrats de location »
- IAS 7 & IFRS 7 – « Nouveautés sur les accords de financement des fournisseurs »

Amendements à IAS 1 – « Présentation des états financiers »

Homologuées par le règlement (UE) 2023/2822 de la CE du 19 décembre 2023, ces modifications entrent en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les amendements viennent préciser que seuls les covenants auxquels une entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture ont une incidence sur le classement d'une dette en courant / non courant. Ce classement n'est donc pas affecté lorsque le droit de différer le règlement de cette dette d'au moins 12 mois dépend du respect de covenants à une date ultérieure à la date de clôture.

Les amendements précisent également les informations à fournir sur la nature des covenants, afin que les utilisateurs des états financiers puissent apprécier le risque que des dettes non courantes assorties de covenants deviennent remboursables dans un délai de 12 mois suivant la clôture de l'exercice :

- a) des informations sur les clauses restrictives (y compris la nature de ces clauses restrictives et le moment auquel l'entité est tenue de les respecter) et sur la valeur comptable des passifs correspondants ;
- b) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité peut avoir des difficultés à respecter les clauses restrictives (par exemple, si l'entité a pris des mesures pendant la période ou après la date de clôture afin d'éviter ou d'atténuer un manquement potentiel). Ces faits et circonstances pourraient aussi inclure le fait que l'entité n'aurait pas respecté les clauses restrictives si leur respect avait été évalué en fonction de la situation de l'entité à la date de clôture.

Ces amendements n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Amendements à IFRS 16 – « IFRS 16 – « Contrats de location »

L'IFRS 16 est une norme qui traite des contrats de location et de crédit-bail. Elle est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 pour remplacer la norme IAS 17.

L'amendement de l'IFRS 16 pour 2024 apporte des clarifications essentielles sur le traitement comptable des transactions de cession-bail, notamment lorsqu'elles incluent des paiements variables.

Avant 2024, il était courant de comptabiliser un passif de location pour refléter la valeur des droits d'usage conservés sur l'actif cédé dans le cadre d'une cession-bail. Pourtant, cette pratique n'était pas entièrement alignée avec les

principes généraux de l'IFRS 16, qui excluaient en grande partie les paiements variables de l'évaluation des dettes locatives.

L'amendement de 2024 vient donc clarifier cette situation en précisant comment traiter ces éléments de manière conforme aux exigences de la norme IFRS 16.

Cet amendement n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

IAS 7 et IFRS 7 – « Nouveautés sur les accords de financement des fournisseurs »

Les amendements aux normes IAS 7 et IFRS 7, applicables dès 2024, introduisent de nouvelles exigences en matière de divulgation pour les accords de financement des fournisseurs, notamment pour les opérations d'affacturage inversé. Ces nouvelles règles obligent les entreprises à fournir des informations détaillées sur les délais de paiement, les montants concernés et les conditions spécifiques de ces accords.

L'objectif est d'améliorer la transparence des flux de trésorerie et des risques de liquidité. Les entreprises doivent désormais veiller à intégrer ces nouvelles exigences dans leurs rapports financiers, afin de renforcer la confiance des investisseurs et d'assurer une meilleure compréhension de leur situation financière.

Ces nouveautés n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

3.3. – Normes comptables, amendements et interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

A compter de l'exercice 2025

L'IASB a publié des normes, amendements et interprétations qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2024, ou qui ont été adoptés mais entreront en vigueur de manière obligatoire au cours des exercices ouverts à venir.

IAS 21 – Variations des cours de monnaies étrangères

Publiés le 15 août 2023.

Ces amendements précisent les situations dans lesquelles une monnaie est considérée comme convertible, ainsi que les modalités d'évaluation du cours de change d'une monnaie non convertible. Ils complètent également les informations à communiquer en annexes des états financiers lorsqu'une devise n'est pas convertible.

Ces amendements sont sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

A compter de l'exercice 2026

Amendements à IFRS 9 « modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »

Publiés le 30 mai 2024.

Ces amendements apportent des clarifications sur le classement des actifs financiers et notamment sur la manière d'apprécier la cohérence des flux contractuels d'un actif financier avec un contrat de prêt basique. Ils clarifient ainsi la classification des actifs financiers ayant des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) ou similaires.

Des précisions sont également apportées pour le classement des instruments liés par contrat et des actifs financiers garantis uniquement par des sûretés réelles. Par ailleurs, ces amendements viennent préciser les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

De nouvelles informations sont également requises concernant les instruments de capitaux propres désignés dès l'origine pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres, ainsi que les actifs et passifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, tels les instruments avec des facteurs ESG.

Ces amendements ne devraient pas avoir d'effet matériel sur les états financiers du Groupe.

Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « contrats référençant de l’électricité provenant de sources dépendant de la nature » (PPA et VPPA)
Publiés le 18 décembre 2024.

L’IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatifs aux contrats référençant de l’électricité provenant de sources dépendant de la nature et dont la quantité produite se trouve soumise à un aléa de variabilité. Les contrats concernés peuvent être dénoués :

- par livraison physique de l’électricité achetée ou vendue : *power purchase agreement* (PPA) ;
- par un règlement net en trésorerie pour la différence entre le prix fixé par le contrat et le prix du marché : *virtual power purchase agreements* (VPPA).

Ces amendements clarifient les conditions d’application de l’exemption « *own use* » permettant d’exclure du champ de la norme IFRS 9 les contrats PPA détenus par le Groupe.

Ces amendements ne devraient pas avoir d’effet matériel sur les états financiers du Groupe.

A compter de l’exercice 2027

IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »
Publiés le 9 avril 2024.

Cette norme remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

Elle ne modifiera pas les règles de reconnaissance des actifs, passifs, charges et produits, ni leur évaluation ; elle ne concerne que leur présentation dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

Les principales modifications apportées par cette nouvelle norme concernent le compte de résultat. Ce dernier devra être structuré par des sous-totaux obligatoires et articulé en trois catégories de produits et de charges : les produits et les charges d’exploitation, les produits et les charges d’investissement et les produits et les charges de financement.

Pour les entités dont l’investissement dans des actifs ou l’octroi de financement à ses clients constitue une de ses activités principales, telles les entités des secteurs de la banque et de l’assurance, la norme prévoit une présentation adaptée des charges et produits relatifs à ces activités au sein des produits et charges d’exploitation.

La norme IFRS 18 impose par ailleurs la présentation dans les notes annexes aux états financiers des mesures de performance alternatives définies par la Direction de l’entité et utilisées dans la communication financière (justification de l’usage de ces mesures, mode de calcul, rapprochement avec les sous-totaux imposés par la norme).

La norme fournit enfin des orientations pour l’agrégation et la désagrégation des informations quantitatives dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

La norme IFRS 18 s’appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 avec un retraitement rétrospectif des comptes comparatifs.

L’analyse des effets de cette norme sur les états financiers du Groupe est en cours.

3.4. – Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d’Orange Bank procède à des estimations dans la mesure où certains éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d’un surcroît d’expérience.

Thème		Nature du jugement et des estimations comptables
Notes 5.2 et 5.5	Juste valeur des actifs et passifs financiers	Modèles, sélection des paramètres, hiérarchie de juste valeur, évaluation des risques de non-exécution
Note 5.8	Provisionnement du risque de crédit	Dépréciation des créances clientèles et des autres actifs financiers
Note 5.8	Provision pour restructuration (plan de sauvegarde de l'emploi)	Modélisation à partir des accords définitifs signés le 17 janvier 2024
Note 7	Engagements sociaux	Modèles actuariels d'estimation des engagements vis-à-vis du personnel
Note 10	Immobilisations incorporelles, y compris écarts d'acquisition	Estimations pour mener les analyses de valeurs et tests de dépréciation des immobilisations incorporelles

Note 13	Litiges	Litiges : appréciation des risques associés aux procédures en cours et de la qualification des faits et circonstances
---------	---------	---

Note 4. – Périmètre de consolidation

Principes comptables

Entités consolidées

Les comptes consolidés du Groupe regroupent La Compagnie Financière d'Orange Bank (CFOB), Orange Bank et Anytime.

Règles et méthodes de consolidation

Les entités sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'intégration globale consiste, dans le bilan consolidé, à substituer à la valeur des titres de capitaux propres de la filiale détenus par le Groupe chacun des actifs et passifs de cette filiale ainsi que l'écart d'acquisition reconnu lors de sa prise de contrôle par le Groupe. Dans le compte de résultat et dans l'état du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, chacun des éléments de charges et de produits de la filiale est agrégé avec ceux du Groupe.

Périmètre de consolidation

Sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale les entités pour lesquelles le Groupe :

- détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

La norme IFRS 10 requiert l'exercice du jugement et une évaluation permanente de la situation de contrôle.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

Prises de contrôle (regroupements d'entreprises)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris toute clause d'ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
- la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date de prise de contrôle représente l'écart d'acquisition, comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est positif ou directement en résultat de période s'il est négatif. Compte tenu de l'activité du Groupe, les évaluations à la juste valeur des actifs identifiables sont en général principalement liées aux portefeuilles de titres et de crédits, avec en corollaire les impôts différés associés. La juste valeur de ces actifs, qui ne peut être observée, est approchée par des méthodes généralement admises en la matière.

Les coûts attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en « autres charges générales d'exploitation » de la période.

En 2024, le périmètre de consolidation a évolué, compte tenu de la dissolution du FCT Orange Bank Personal Loans 2020 en mai 2024. (Cf note 1.1 Description du Groupe).

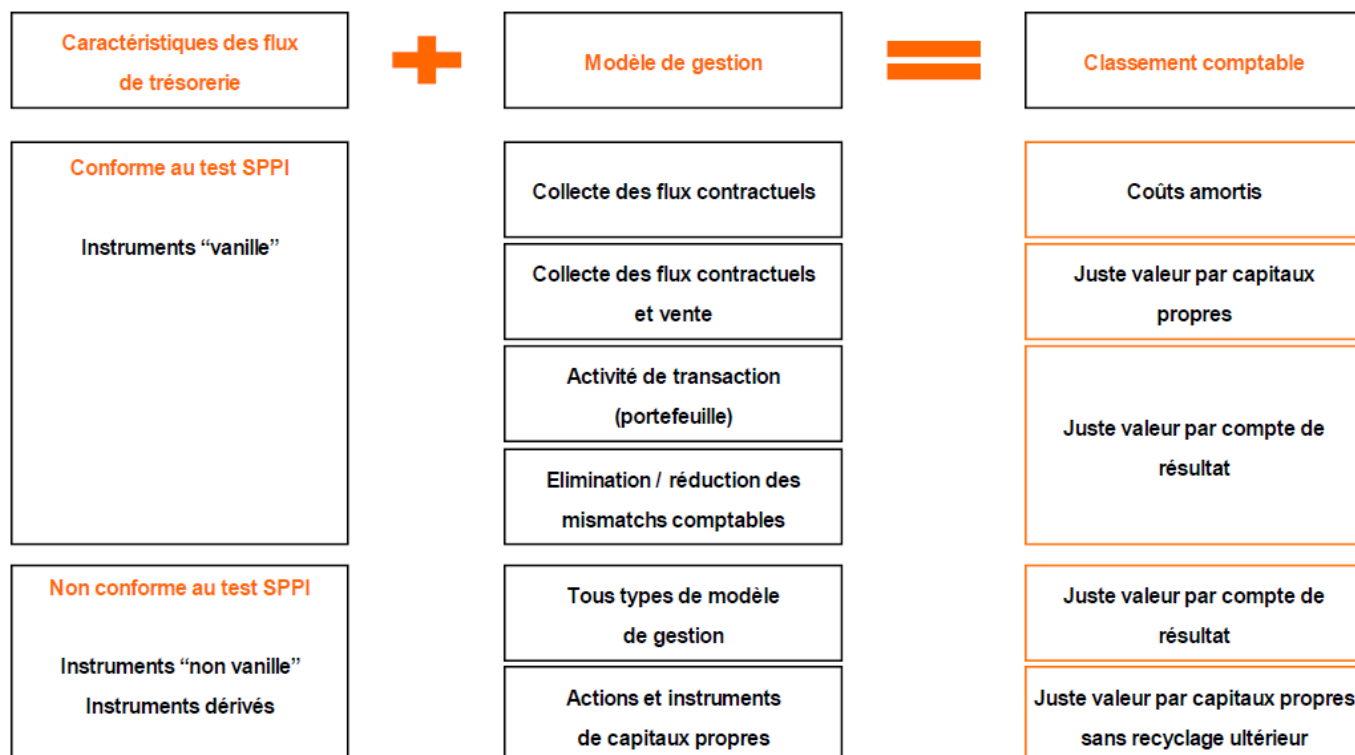
Note 5. – Instruments financiers

Principes comptables

Les principes comptables présentés dans cette note sont appliqués à compter du 1 janvier 2018 conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Classement des actifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au bilan du Groupe dans trois catégories (coût amorti, juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres) qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ce classement est fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle d'activité ou « business model »).



Les principes de classification des actifs financiers requièrent de procéder d'une part à l'analyse des flux contractuels générés par les instruments financiers, et d'autre part à l'analyse du modèle d'activité dans lequel l'instrument est détenu.

Analyse des caractéristiques des flux contractuels

L'analyse des caractéristiques des flux contractuels a pour objectif de limiter la possibilité de comptabiliser les revenus d'actifs financiers sur la base du taux d'intérêt effectif aux seuls instruments dont les caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat de prêt dit basique, impliquant une forte prédictibilité des flux de trésorerie associés. Tous les autres actifs financiers qui n'ont pas de telles caractéristiques sont évalués à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

Les flux de trésorerie contractuels qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû sont assimilables à un contrat de prêt dit basique (flux SPPI : Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts).

Dans un contrat de prêt basique, les intérêts consistent principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure une contrepartie pour le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale. La facturation d'intérêts négatifs n'est pas incompatible avec cette définition.

Tous les actifs financiers non-basiques sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

S'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction, les instruments de capitaux propres (actions et titres assimilés) peuvent toutefois, sur option irrévocable exercée ligne à ligne, être évalués à la juste valeur par capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat (seuls les dividendes perçus au titre de ces instruments doivent être enregistrés dans le compte de résultat).

Les actifs financiers dérivés qualifiés comptablement d'instruments de couverture sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

Analyse du modèle d'activité

Le modèle d'activité représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus.

Dans l'exercice de ses différents métiers, le Groupe met en œuvre plusieurs modèles d'activité. La nature de ces modèles s'apprécie en déterminant la manière dont les groupes d'instruments financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. L'identification du modèle économique ne s'effectue pas instrument par instrument, mais au niveau d'un portefeuille d'instruments financiers en analysant et en observant notamment :

- le mode d'évaluation, et de suivi, des performances du portefeuille ;
- le mode de gestion des risques associés aux instruments financiers concernés.

Pour déterminer le classement et le mode d'évaluation comptable des actifs financiers, il est nécessaire de faire la distinction entre trois modèles d'activités :

- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers ;
- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs ;
- et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire.

Option Juste Valeur

Un actif financier SPPI qui n'est pas détenu à des fins de transaction peut être désigné, dès sa comptabilisation initiale, pour être évalué à la juste valeur par résultat si cette désignation permet l'élimination ou la réduction significative de décalages entre les traitements comptables d'actifs et de passifs financiers liés (non-concordance comptable).

Classement des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

- les Passifs financiers à la juste valeur par résultat : il s'agit des passifs financiers encourus à des fins de transaction, incluant notamment par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture, ainsi que des passifs financiers non dérivés que le Groupe a désignés dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur) ;
- les Passifs financiers au coût amorti : ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés et sont évalués au coût amorti. Les passifs financiers dérivés qualifiés comptablement d'instruments de couverture sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

Reclassements d'actifs financiers

Les reclassements d'actifs financiers ne sont requis que dans le cas exceptionnel d'un changement du modèle d'activité au sein duquel ils sont détenus. En 2023, Orange Bank n'a pas effectué de reclassements d'actifs financiers.

Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les méthodes de valorisation utilisées par le Groupe pour la détermination de la juste valeur des instruments financiers sont présentées en Note 5.6.

Comptabilisation initiale

Les actifs financiers sont comptabilisés au bilan :

- en date de règlement-livraison pour les titres ;
- en date de négociation pour les dérivés ;
- en date de décaissement des fonds pour les prêts.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur entre la date de négociation et la date de règlement-livraison sont enregistrées en résultat ou en capitaux propres en fonction de la catégorie comptable des actifs financiers concernés. La date de négociation représente la date à laquelle l'engagement contractuel devient ferme et irrévocable pour le Groupe.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat pour lesquels ces frais sont enregistrés directement dans le compte de résultat).

Si la juste valeur initiale est fondée principalement sur des données de marché observables, la différence entre cette juste valeur et le prix de transaction, représentative de la marge commerciale, est comptabilisée immédiatement en résultat.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise également les actifs financiers dont il a conservé les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie mais pour lesquels il a l'obligation contractuelle de reverser ces mêmes flux à un tiers (« pass-through agreement ») et dont il a transféré la quasi-totalité des risques et avantages.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé en pratique le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan à hauteur de son implication continue dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres (sauf pour les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables) et de la valeur de tout actif ou passif de gestion.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

Modalités d'analyse des flux contractuels des actifs financiers

Le Groupe a mis en place un dispositif de surveillance destiné à analyser le caractère SPPI des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale (octroi de prêts, acquisition de titres, etc.).

Toutes les clauses contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels donnent lieu à un classement en juste valeur par compte de résultat. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité compensatoire est notamment considérée comme raisonnable dans les cas suivants :

- son montant est calculé en pourcentage du capital restant dû et il est plafonné par la réglementation en vigueur (en France, par exemple, l'indemnité de remboursement anticipé des prêts immobiliers aux particuliers est plafonnée à un montant égal à six mois d'intérêt ou 3 % du capital restant dû) ou limité par les pratiques concurrentielles de marché ;
- son montant correspond au différentiel entre les intérêts contractuels qui auraient dû être perçus jusqu'à l'échéance du prêt et les intérêts qui seraient générés par le remplacement du montant remboursé par anticipation à un taux reflétant le taux d'intérêt de référence.

Les actifs financiers basiques (SPPI) sont des instruments de dettes qui incluent notamment :

- des prêts à taux fixe ;
- des prêts à taux variable assortis ou non de limitations à la hausse ou à la baisse (prêts capés ou floorés) ;
- des titres de dette (obligations publiques ou privées, titres de créances négociables) à taux fixe ou à taux variable ;
- des créances représentatives d'opérations de pensions livrées sur titres ;
- des dépôts de garantie versés ;
- des créances commerciales.

Toute clause contractuelle qui génère une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans rapport avec un contrat de prêt basique (comme une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier par exemple, ou encore l'introduction d'un effet de levier) ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère SPPI, sauf si la clause n'a qu'un effet minime sur ces flux.

Les actifs financiers non-basiques (non-SPPI) incluent notamment :

- les instruments dérivés ;
- les actions et autres instruments de capitaux propres détenus par l'entité ;
- les parts détenues dans des fonds de placement collectifs (OPCVM, mutual funds, ...) ;
- les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions (obligations remboursables en actions, obligations convertibles en actions, ...).

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence (instrument benchmark) lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions ne concorde pas avec la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (comme un taux d'intérêt révisé mensuellement en fonction du taux à un an) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement selon une moyenne de taux d'intérêt à court et à long terme.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne peut pas être considéré comme basique.

5.1. – Caisse et banques centrales

(en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes à vue auprès des banques centrales	188 965	710 540
Liquidités en caisse	380	2 242
Total	189 345	712 782

Ce poste comprend principalement les soldes des comptes courants ouverts par la Banque auprès des Banques centrales ainsi que le contenu des caisses, des distributeurs de billets ou des guichets automatiques. Les comptes à vue auprès des Banques centrales comprennent les réserves obligatoires imposées par la BCE.

5.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Principes comptables

Le portefeuille de transaction regroupe les actifs et passifs financiers qui sont détenus ou encourus dans le cadre des activités de marché.

Les instruments financiers dérivés sont classés par défaut en portefeuille de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

Les actifs et passifs du portefeuille de transaction sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans les rubriques Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les variations de leur juste valeur et les revenus associés à ces instruments sont enregistrés en résultat dans la rubrique Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Enfin, sont ici regroupés les passifs mis à la juste valeur sur option visant à réduire les décalages comptables. Ces derniers apparaissent lorsque des instruments dérivés (obligatoirement à la juste valeur) viennent en couverture d'instruments dont le modèle de gestion ne l'autorise pas.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction (trading) sont acquis :

- avec l'intention de les revendre à court terme ;
- ou dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers dérivés, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction par Orange Bank sont constitués d'instruments dérivés.

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	-	-	1 402	639
Instruments de change	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-
Total	-	-	1 402	639

Orange Bank a mis en place des swaps de taux, en couverture économique du titre BEI, non qualifiés en IFRS, pour un nominal total de 10 millions d'euros à échéance 2029. Le titre BEI a été vendu en novembre 2024 et le swap en couverture annulé.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultatPrincipes comptables

Les actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat regroupent :

- les prêts, obligations et titres assimilés qui ne sont pas détenus dans le cadre d'activités de transaction et dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas représentatifs de remboursements de principal et de versements d'intérêts sur le principal restant dû (instruments dits non-basiques ou non-SPPI) ;
- les titres assimilés qui ne sont classés dans aucune autre sous-catégorie : portefeuille de transaction à la juste valeur par résultat, instruments désignés par le Groupe pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

La juste valeur de ces actifs financiers est présentée au bilan dans la rubrique Actifs financiers à la juste valeur par résultat et les variations de leur juste valeur sont enregistrées (hors intérêts) en résultat dans la rubrique Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat regroupent les éléments qui ont été inclus dans ce portefeuille pour réduire les décalages comptables auxquels s'ajoutent les instruments dérivés (hors relations de couvertures).

(en milliers d'euros)	2024	2023
Instruments à la juste valeur par résultat	-	8 648
Total	-	8 648

Après la cession des titres BEI en novembre 2024, Orange Bank ne dispose plus de portefeuille en juste valeur par résultat.

5.3. – Instruments financiers dérivés de couverture et écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux **Principes comptables**

Instruments dérivés de couverture

Afin de couvrir certains risques de marché, le Groupe met en place des couvertures au moyen d'instruments financiers dérivés. Ces instruments présentent les caractéristiques suivantes :

- leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un élément sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, etc.) ;
- ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- leur règlement intervient à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de situation financière parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés de couverture. Comptablement, au niveau du Groupe, certaines opérations peuvent être qualifiées de couverture de juste valeur ou de couverture de flux de trésorerie, selon les risques ou les instruments à couvrir. La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
 - l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure : c'est-à-dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise s'attend à ce que les variations de juste valeur de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur de l'instrument de couverture.
- L'efficacité est mesurée tous les trimestres de façon rétrospective et prospective.

Les dérivés de couverture sont reconnus au bilan pour leur juste valeur dans les rubriques « Instruments dérivés de couverture » à l'actif et au passif.

Couverture de juste valeur

Il s'agit de couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ou encore d'une partie identifiée de cet actif, de ce passif ou de cet engagement ferme, qui est attribuable à un risque particulier (taux, change) et qui peut affecter le résultat.

La partie couverte de ces éléments est réévaluée à sa juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat, où elle est compensée, dans la limite de l'efficacité de la couverture, par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture.

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat.

Pour ces produits, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché pour évaluer des instruments financiers telles que l'actualisation des flux futurs pour les swaps et utilisant des paramètres de valorisation dont la valeur est estimée sur la base des conditions de marché existant à la clôture et des conditions de marché projetées.

Les données à caractère observable doivent répondre aux caractéristiques suivantes : indépendantes, disponibles, diffusées publiquement, basées sur un consensus étroit et étayées par des prix de transactions.

À titre d'exemple, les données de consensus fournies par des contreparties externes sont considérées comme observables si le marché sous-jacent est liquide et que les prix fournis sont confirmés par des transactions réelles.

En cas de tensions particulières sur les marchés conduisant à l'absence des données de référence habituelles pour valoriser un instrument financier, la Direction des risques et des contrôles peut être amenée à mettre en œuvre un

nouveau modèle en fonction des données pertinentes disponibles, à l'instar des méthodes également utilisées par les autres acteurs du marché.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit de couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui : (i) est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple à tout ou partie des paiements d'intérêt futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable ; et (ii) pourrait affecter le résultat.

Concernant la couverture des flux de trésorerie, la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace doit être comptabilisée directement en autres éléments du résultat global et la partie inefficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture doit être comptabilisée en résultat. De telles couvertures ont été mises en œuvre lors de la reprise du programme d'émission.

Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux (macro-couverture)

Les instruments financiers dérivés de taux utilisés dans le cadre de ce type de couverture ont pour objet de couvrir de façon globale le risque structurel de taux des portefeuilles de crédit de la clientèle.

Comptablement, ces opérations sont documentées comme des couvertures de juste valeur.

La documentation d'une macro-couverture de juste valeur de portefeuilles d'actifs à taux fixe est rendue possible par l'application des dispositions prévues par la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne (IAS 39 « carve-out ») permettant ainsi de faciliter :

- l'éligibilité aux relations de couverture de juste valeur des opérations de macro-couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif qui incluent les dépôts à vue de la clientèle dans les positions à taux fixes ainsi couvertes ;
- la réalisation des tests d'efficacité prévus par la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne.

Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur. Les variations de juste valeur des portefeuilles d'actifs financiers macro-couverts, évaluées à partir de l'instrument, sont quant à elles enregistrées dans une ligne spécifique du bilan intitulée « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » à l'actif et au passif par la contrepartie du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	11 214	4 796	68 975	18 728
Instruments de change	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-
Total	11 214	4 796	68 975	18 728

Dérivés qualifiés de couverture de juste valeur

Les principales couvertures de juste valeur en vie à fin 2024 mises en place par Orange Bank concernent les swaps de taux suivants :

- 100 millions d'euros de valeur nominale (dont 100 millions d'euros à plus de 5 ans) en couverture d'un portefeuille d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de même montant et d'échéances identiques. La juste valeur de ces swaps au 31 décembre 2024 est de 11 millions d'euros ;
- 20 millions d'euros de valeur nominale en couverture d'un portefeuille d'Obligations Assimilables du Trésor indexées sur l'inflation des prix de la zone euro (OAT€i) de même montant et d'échéance identique, soit 2030. La juste valeur de ces swaps au 31 décembre 2024 est de -5 millions d'euros ;

L'inefficacité comptabilisée en résultat en 2024 au titre de ces couvertures est non significative.

Dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie

Orange Bank a documenté au 4 mars 2022 une microcouverture de ses émissions par des swaps de taux qui représentent à fin 2024 :

— 10 millions d'euros de nominal de couverture des titres de créances négociables émis par la banque et dont la juste valeur au 31 décembre 2024 est de +0,3 million d'euros.

Valeur nominale des instruments financiers de transaction et de couverture

Engagements sur instruments financiers dérivés (notionnels)

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture
Instruments fermes	-	130 000	26 000	1 354 631
dont swaps	-	130 000	26 000	1 354 631
dont contrats à terme de taux	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Total	-	130 000	26 000	1 354 631

Echéances des engagements sur instruments financiers dérivés (notionnels)

(en milliers d'euros)	2024	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Instruments de taux d'intérêt	130 000	-	-	110 000	20 000
Opérations de transaction	-	-	-	-	-
Opérations de couverture	130 000	-	-	110 000	20 000

5.4. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat net sur portefeuille de transaction	-	-
Résultat net sur portefeuille autre que de transaction	14	19
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur sur option	1 332	1 838
Résultat sur dérivés de transaction	(788)	(498)
Résultat net sur opérations de couverture	(10 065)	(3 185)
Total	(9 506)	(1 826)

5.5. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de dettes (prêts et créances, obligations et titres assimilés) sont classés dans la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres lorsque leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques (SPPI) et qu'ils sont gérés suivant un modèle de collecte des flux contractuels et de vente.

Les revenus courus ou acquis des instruments de dettes sont enregistrés en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif dans la rubrique Intérêts et produits assimilés.

En date de clôture, ces instruments sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur, hors revenus, sont inscrites en capitaux propres dans la rubrique Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres.

Par ailleurs, ces actifs financiers étant soumis au modèle de dépréciation pour risque de crédit, les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées en résultat dans la rubrique Coût du risque en contrepartie de la rubrique Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres.

Modèle d'activité « collecte des flux contractuels et vente »

L'objectif de ce modèle d'activité est de réaliser des flux de trésorerie par la perception de flux de paiements contractuels mais aussi par la vente d'actifs financiers. Dans ce modèle, les cessions d'actifs ne sont pas marginales ou exceptionnelles, mais concourent à la réalisation des objectifs de l'activité concernée.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	2024	2023
Titres de dette	27 359	41 876
- Titres à revenu fixe	27 359	41 876
dont bons du Trésor et obligations d'Etat	-	4 585
dont autres titres à revenu fixe	27 359	37 291
- Titres à revenu variable	-	-
Titres de capitaux propres	4 968	3 320
Total	32 327	45 197

Le portefeuille poursuit son amortissement selon les échéances contractuelles.

Variations de l'exercice des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	2024	2023
Solde en début de période	45 196	300 825
Acquisitions	11 632	457
Cessions / remboursements	(24 986)	(245 498)
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en capitaux propres	(71)	185
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en résultat	155	123
Variation des dépréciations sur instruments de dettes comptabilisée en résultat	-	6
Pertes de valeur sur instruments de capitaux propres comptabilisés en résultat	531	(8 606)
Variation des créances rattachées	(129)	(2 297)
Solde en fin de période	32 327	45 196

Gains et pertes nets, produits d'intérêts

(en milliers d'euros)	2024	2023
Plus ou moins-value de cession sur instruments de dette	-	-
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres	-	-
Perte de valeur des instruments de capitaux propres	-	-
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres à long terme	-	-
Total	-	-
Produits d'intérêts sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 620	1 359

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	2024		
	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette
Gains et pertes latents sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Gains et pertes latents sur instruments de dette et swaps de couverture à la juste valeur par capitaux propres	784	-	784
Gains ou pertes sur les éléments non recyclables en résultat	2 543	-	2 543
Total	3 327	-	3 327

5.6. – Instruments financiers évalués en juste valeur

Principes comptables

Définition de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

En l'absence de prix observable pour un actif ou un passif identique, la juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables en retenant des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'instrument considéré.

Hierarchie de la juste valeur

À des fins d'information en annexe des comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers est présentée selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le niveau d'observabilité des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- **Niveau 1 : Instruments valorisés par des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.**
Les instruments évalués en juste valeur au bilan, et présentés dans ce niveau 1, comprennent notamment les actions cotées sur un marché actif, les obligations d'États ou d'entreprises qui bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers / dealers), les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options), les parts de fonds (y compris les OPCVM) dont la valeur liquidative est disponible en date d'arrêté des comptes.
Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché mentionnés supra ou l'ancienneté des dernières transactions observées sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
- **Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).** Il s'agit d'instruments valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché observables. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix.
Sont notamment présentés en niveau 2 les instruments financiers non dérivés évalués en juste valeur au bilan, qui ne bénéficient pas de cotations directes ou qui bénéficient d'une cotation sur un marché insuffisamment actif (cela

peut inclure des obligations d'entreprises, des opérations de pension livrées, des titres adossés à des prêts hypothécaires, des parts de fonds), ainsi que les instruments financiers dérivés fermes et optionnels du marché de gré à gré : contrats d'échange de taux d'intérêt, caps, floors, sur indices, sur cours de change. Ces instruments ont des maturités correspondant aux zones de termes communément traitées dans le marché, et peuvent être simples ou bien présenter des profils de rémunération plus complexes (options à barrière, produits à sous-jacents multiples par exemple), la complexité restant cependant limitée. Les techniques de valorisation alors utilisées font appel à des méthodes usuelles et partagées par les principaux intervenants de marché.

- *Niveau 3 : Instruments pour lesquels les données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).* Il s'agit d'instruments financiers valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché non observables ou observables sur des marchés insuffisamment actifs.

Actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

	2024				2023			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
(en milliers d'euros)								
Portefeuille de transaction (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat non détenus à des fins de transactions (b)	-	-	-	-	8 648	-	-	8 648
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance	-	-	-	-	8 648	-	-	8 648
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction (c)	-	-	-	-	-	1 402	-	1 402
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	1 402	-	1 402
Dérivés de couverture (d)	-	11 214	-	11 214	-	68 975	-	68 975
Instruments de taux d'intérêt	-	11 214	-	11 214	-	68 975	-	68 975
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (e)	32 327	-	-	32 327	45 197	-	-	45 197
Instruments de dette	27 359	-	-	27 359	41 876	-	-	41 876
Instruments de capitaux propres	4 968	-	-	4 968	3 320	-	-	3 320
Titres actions détenus à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (a+b+c+d+e)	32 327	11 214	-	43 541	53 845	70 377	-	124 222

Passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

	2024				2023			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
(en milliers d'euros)								
Portefeuille de transaction (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (b)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction (c)	-	-	-	-	-	639	-	639
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	639	-	639
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture (d)	-	4 796	-	4 796	-	18 728	-	18 728
Instruments de taux d'intérêt	-	4 796	-	4 796	-	18 728	-	18 728
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (a+b+c+d)	-	4 796	-	4 796	-	19 368	-	19 368

5.7. – Actifs et passifs financiers au coût amorti**A. – Prêts et créances**Principes comptables

Les prêts et créances ainsi que les titres de dettes sont comptabilisés au coût amorti lorsque leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques (SPPI) et qu'ils sont gérés suivant un modèle de collecte des flux contractuels.

Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et leurs revenus courus ou acquis sont enregistrés en résultat dans la rubrique Intérêts et produits assimilés. Par ailleurs, ces actifs

financiers étant soumis au modèle de dépréciation pour risque de crédit, les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées en résultat dans la rubrique Coût du risque en contrepartie d'une dépréciation du coût amorti à l'actif du bilan. Les règles de dépréciation appliquées sont décrites dans la Note 5.8.

Les prêts octroyés par le Groupe peuvent faire l'objet de renégociations commerciales en l'absence de toute difficulté financière ou insolvabilité du client emprunteur. Ces opérations concernent alors des clients pour lesquels le Groupe accepte de renégocier la dette dans le but de conserver ou de développer une relation commerciale, dans le respect des règles d'octroi en vigueur. Ceux-ci sont réalisés généralement avec abandon de capital et/ou d'intérêts courus sans clause de retour à meilleure fortune. Les prêts ainsi renégociés sont décomptabilisés en date de renégociation et les nouveaux prêts, contractualisés aux conditions ainsi renégociées, leur sont substitués au bilan à cette même date. Ces nouveaux prêts font alors l'objet d'une analyse SPPI pour déterminer leur classement comptable au bilan. En cas de qualification du prêt comme instrument basique (SPPI), les frais de renégociation perçus sont intégrés dans le taux d'intérêt effectif du nouvel instrument.

Au sein du Groupe, le modèle de collecte des flux contractuels s'applique notamment aux activités de financement des clients exercées au sein de la Banque de détail.

Prêts et créances sur établissements de crédits

(en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes à vue et valeurs non imputées	167 705	136 311
Comptes et prêts à terme	0	38 207
Prêts subordonnés et participatifs	-	2 414
Titres reçus en pension livrée	310 051	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation	478 050	176 932
Dépréciation	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	478 050	176 932

La trésorerie excédentaire de la banque est remplacée sur le marché interbancaire sous la forme de *reverse repo*.

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	2024	2023
Autres concours à la clientèle	-	-
Créances commerciales (affacturage)	-	603 877
Crédits de trésorerie	93	763 160
Crédits à l'habitat	-	883 098
Crédits d'équipement	2 839	57 843
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres crédits à la clientèle	-	32 482
Sous-total	2 932	2 340 462
Comptes ordinaires débiteurs	-	6 470
Valeurs non imputées	15	47 525
Créances douteuses	9 462	127 300
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciation	12 409	2 521 757
Dépréciation	(9 168)	(142 065)
Prêts et créances sur la clientèle	3 242	2 379 692

Conformément au plan de désengagement prévu, Orange Bank a procédé à la cession de ses portefeuilles de crédit au cours de l'année 2024 :

- En mars et mai 2024 pour les crédits de la succursale espagnole ;
- En septembre 2024 pour les crédits français.

Un crédit présentant un capital restant dû d'environ 2,8 millions d'euros et dont les caractéristiques ne le rendaient pas éligible à la cession demeure conservé au bilan, ainsi que quelques lignes de crédits de trésorerie non cédés du fait de leur échéance proche.

Pour les dépréciations : cf. note 5.8.

Titres de dette

(en milliers d'euros)	2024	2023
Bons du Trésor et obligations d'Etat	128 782	133 206
Autres titres à revenu fixe	179 132	91 428
Total	307 914	224 634
Dépréciation ⁽¹⁾	(26)	(28)
Net	307 888	224 606

(1) Dépréciations : cf. note 5.8

Juste valeur des prêts et créances, et des titres de dette

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	478 050	479 776	176 932	175 087
Prêts et créances sur la clientèle	3 242	3 242	2 379 692	2 156 001
Titres de dettes	307 888	289 714	224 606	206 126

Dans le cadre de la cessation de ses activités bancaires, Orange Bank dispose désormais d'actifs à court terme.

B. – Dettes

Principes comptables

Les dettes regroupent les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat.

Elles sont présentées au bilan selon la nature de l'instrument et de la contrepartie dans les rubriques Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes envers la clientèle, Dettes représentées par un titre ou Dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées sont les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les dettes sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction. En date de clôture, elles sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui conduit notamment à amortir de manière actuarielle les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie des instruments concernés. Les charges courues ou payées sont enregistrées en résultat dans la rubrique Intérêts et charges assimilées.

Les encours de dettes des comptes d'épargne-logement et des plans d'épargne-logement figurent parmi les comptes d'épargne à régime spécial au sein des Dettes envers la clientèle. Les engagements générés par ces instruments donnent lieu, le cas échéant, à une provision.

Dettes envers les établissements de crédits

(en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes ordinaires et autres sommes dues	22 036	43 205
Dettes au jour le jour	-	-
Dettes à terme	-	62 011
Dettes rattachées	-	2 429
Titres donnés en pension livrée	-	107 350
Dettes envers les établissements de crédit	22 036	214 994

En juin 2024, la Banque a procédé au remboursement de la dernière échéance du TLTRO II pour 60 millions d'euros.

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes ordinaires créditeurs ⁽¹⁾	-	526 915
Comptes à terme ⁽²⁾	587 069	1 250 905
Comptes sur livrets et comptes d'épargne à régime spécial ⁽¹⁾	-	800 611
<i>dont comptes à vue</i>	-	797 726
<i>dont comptes à terme</i>	-	2 884
Autres dettes envers la clientèle ⁽³⁾	24 728	16 324
Dettes envers la clientèle	611 797	2 594 754

(1) Conformément au programme de désengagement de ses activités bancaires, Orange Bank a fermé la totalité des comptes courants et des comptes d'épargne de la clientèle. Au 31 décembre 2024, les soldes qui sont en cours de restitution à leur ayants droits ont été virés sur un compte d'attente présentant un montant d'environ 11 millions d'euros classé en « Autres dettes envers la clientèle » ;

(2) En 2024, Orange Bank poursuit l'utilisation de la plateforme Raisin afin d'assurer son refinancement. Le remboursement de la totalité de ces encours en 2025 est à l'étude ;

(3) Y compris compte de suspens (voir (1)) et comptes liés à l'activité des certificats mutualistes.

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	2024	2023
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	10 000	217 500
Dettes rattachées	28	1 635
Sous-total	10 028	219 135
Dettes représentées par un titre	10 028	219 135
<i>dont montant des dettes à taux variable</i>	<i>10 000</i>	<i>219 135</i>

Le programme d'émission ne comprend plus qu'une échéance horizon mars 2027. Son amortissement anticipé en 2025 est à l'étude.

Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	2024	2023
Titres subordonnés à durée indéterminée	27 443	27 443
Dettes rattachées	190	190
Dettes subordonnées	27 633	27 633

Les titres subordonnés à durée indéterminée sont intégralement souscrits par Orange et ne peuvent être remboursés sans l'autorisation préalable de l'ACPR.

Juste valeur des dettes

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	22 036	22 036	214 994	214 058
Dettes envers la clientèle	611 797	611 441	2 594 754	2 566 521
Dettes représentées par un titre	10 028	10 028	219 135	219 443
Dettes subordonnées	27 633	29 798	27 633	26 957

La juste valeur des dettes est déterminée comme suit :

- Les dépôts sont modélisés selon des hypothèses d'écoulement validées par le comité ALM ;
- Les intérêts sur ces passifs sont projetés en fonction du type de taux : jusqu'à maturité pour les passifs à taux fixe et jusqu'à la prochaine date de fixing pour les passifs à taux variable.

5.8. – Dépréciations des actifs financiers**Principes comptables**Reconnaissance des pertes attendues pour risque de crédit

Les instruments de dette (prêts, créances et titres obligataires et assimilés) classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les créances de location simple, créances clients et produits à recevoir inclus parmi les Autres actifs, ainsi que les engagements de financement et les garanties financières donnés, font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue. Ces dépréciations et provisions sont enregistrées dès l'octroi des prêts, la conclusion des engagements ou l'acquisition des titres obligataires, sans attendre l'apparition d'une indication objective de dépréciation.

Pour déterminer le montant des dépréciations ou provisions à comptabiliser à chaque arrêté, ces actifs et engagements sont répartis en trois catégories en fonction de l'évolution du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Une dépréciation ou provision pour risque de crédit doit être enregistrée sur les encours de chacune de ces catégories selon les modalités suivantes :

Catégories de risque	Evolution du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale de l'actif financier		
	Stage 1 Encours sains / performants	Stage2 Encours dégradés	Stage3 Encours douteux / en défaut
Critères de transfert	- Classement initial en stage 1 - Maintenu en l'absence d'augmentation significative du risque de crédit	- Si augmentation significative du risque de crédit depuis l'entrée au bilan - Impayé de plus de 30 jours	- Si identification d'une situation de défaut - Impayé de plus de 90 jours
Mesure du risque de crédit	Pertes attendues à un an	Pertes attendues à maturité	Pertes attendues à maturité

Encours classés en stage 1

A la date de leur comptabilisation initiale, les encours sont classés systématiquement en stage 1 à moins qu'il ne s'agisse d'encours douteux / en défaut dès leur acquisition ou leur création.

Encours classés en stage 2

Pour identifier les encours classés en stage 2, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée au sein du Groupe en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (historique d'impayé ou de dépassement, réaménagement, scénarii de prévisions macro-économiques, etc.). L'appréciation de l'évolution du risque de crédit tient également compte de la dégradation des états financiers ou de la situation financière de la contrepartie, de l'évolution des notations externes et des alertes du marché.

Après revue, si une contrepartie est déclarée « sensible » (notion de mise sous surveillance), l'encours est déclassé en stage 2 et les provisions afférentes sont rehaussées à hauteur des pertes attendues à maturité.

Il existe également une présomption (réfutable) de dégradation significative du risque de crédit lorsqu'un actif fait l'objet d'un impayé de plus de 30 jours.

Dès lors qu'un seul de ces trois critères est rempli, l'encours concerné est transféré du stage 1 au stage 2 et les dépréciations ou provisions afférentes sont ajustées en conséquence.

Les deux premiers critères sont symétriques ; ainsi, une amélioration suffisante de la note, ou une sortie de la contrepartie de la liste de contreparties sensibles, entraîne un retour des encours concernés en stage 1.

Encours classés en stage 3

Pour identifier les encours classés en stage 3 (encours en défaut IFRS 9), le Groupe détermine l'existence d'indications objectives de dépréciation (événements de défaut) :

- une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie qui entraîne une forte probabilité que cette dernière ne puisse pas honorer en totalité ses engagements, impliquant alors un risque de perte pour le Groupe ;
- l'octroi, pour des raisons liées aux difficultés financières de l'emprunteur, de concessions aux clauses du contrat de prêt qui n'auraient pas été octroyées dans d'autres circonstances ;
- la survenance d'un ou plusieurs impayés depuis au moins 90 jours (à l'exception des encours restructurés, qui sont considérés pendant une période probatoire comme dépréciables au premier impayé), accompagnée ou non de l'ouverture d'une procédure de recouvrement ;
- ou, indépendamment de l'existence de tout impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses (dépôt de bilan, règlement judiciaire, liquidation judiciaire).

En cas de retour en stage 2, les contrats sont alors maintenus dans cette catégorie jusqu'à échéance.

En 2021, la Banque a aligné les critères de classification des expositions en stage 3 (selon IFRS 9) avec ceux de la nouvelle réglementation relative à la définition du défaut (NDOD).

Évaluation des dépréciations et provisions

Les encours classés en stage 1 sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit que le Groupe s'attend à subir à horizon 1 an en prenant en considération les données historiques et la situation présente. Le montant de la dépréciation est ainsi égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être et de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit.

Les encours classés en stages 2 et 3 sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit que le Groupe s'attend à subir sur la durée de vie des encours en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que les prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité du contrat. Le montant de la dépréciation est ainsi égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être et de la probabilité de survenance d'un événement de défaut jusqu'à l'échéance du contrat.

Conformément au plan de désengagement prévu, Orange Bank a procédé à la cession de ses portefeuilles de crédit au cours de l'année 2024 :

- en mars et mai 2024 pour les crédits de la succursale espagnole ;
- en septembre 2024 pour les crédits français.

Un crédit représentant un capital restant dû d'environ 2,8 millions d'euros et dont les caractéristiques ne le rendait pas éligible à la cession demeure conservé au bilan, ainsi que quelques lignes de crédits non cédées du fait de leur échéance proche.

Quelle que soit l'étape de dégradation du risque crédit, l'actualisation des flux est calculée sur la base du taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. Le montant de cette dépréciation est inclus dans la valeur nette comptable de l'actif financier déprécié. Les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées en « Coût du risque » dans le compte de résultat.

Ventilation des provisions et des encours par stage

(en milliers d'euros)	2023	Dotations	Reprises	2024	Encours
Actif financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	32 327
Stage 1	-	-	-	-	32 327
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	142 093	-	(132 900)	9 194	789 178
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	478 050
Stage 1	-	-	-	-	478 050
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	142 065	-	(132 897)	9 168	3 241
Stage 1	24 654	-	(24 628)	26	3 222
Stage 2	7 556	-	(7 504)	52	18
Stage 3	109 855	-	(100 765)	9 090	0
Titres de dettes	28	-	(3)	26	307 888
Stage 1	28	-	(3)	26	307 888
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Engagement de hors bilan	2 356	790	(849)	2 297	1 873
Stage 1	506	-	(506)	-	-
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	1 850	790	(343)	2 297	1 873
Total	144 450	790	(133 749)	11 491	823 377

Variation des encours et des provisions des prêts et créances à la clientèle

(en milliers d'euros)	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue
Situation au 31/12/23	2 301 121	24 654	73 968	7 556	146 668	109 855	2 521 757	142 065
Création ou acquisition d'actifs financiers	763	2	-	21	-	7 800	763	7 822
Actifs financiers décomptabilisés durant la période	(2 298 635)	(24 627)	(73 898)	(7 509)	(137 577)	(108 588)	(2 510 111)	(140 724)
Transferts entre stages		(3)		-		24		21
<i>S1 vers S2 (net)</i>	-		-				-	
<i>S1 vers S3 (net)</i>	-				-		-	
<i>S2 vers S3 (net)</i>			-		-		-	
Variations d'ECL sans changement de stage		-		-		-		-
Situation au 31/12/24	3 249	25	70	52	9 091	9 090	12 409	9 168

Coût du risque

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dotations nettes pour dépréciation	(12 955)	(55 007)
Pertes non couvertes	(8 607)	(2 748)
<i>sur créances irrécouvrables</i>	(8 607)	(2 748)
<i>sur autres risques</i>	-	-
Récupérations	768	892
<i>sur créances irrécouvrables</i>	768	892
<i>sur autres risques</i>	-	-
Risque de contrepartie	(20 794)	(56 863)

Détail des provisions

(en milliers d'euros)	Note	2023	Dotations	Reprises	2024
Provisions pour engagements avec les établissements de crédit		-	-	-	-
Provisions pour engagements avec la clientèle		2 356	789	(848)	2 297
Provisions des avantages au personnel	7.2	4 075	389	(1 857)	2 608
Provisions pour restructuration		122 000	28 854	(15 183)	135 671
Autres provisions		2 887	1 565	(4 030)	422
Total		131 319	31 596	(21 918)	140 998

Les principales évolutions sont dues à la variation nette (ajustement – consommation) de la provision du plan de sauvegarde de l'emploi (0,8 M€), aux indemnités de ruptures de contrats (6,1 M€), aux coûts liés à la rupture de baux des immeubles loués (4,9 M€) et à l'anticipation du passage en perte de la cotisation auprès du Fonds de Résolution Unique (1,6 M€).

5.9. – Autres actifs et passifs

Autres actifs

(en milliers d'euros)	2024	2023
Appels de marge et dépôts de garantie versés	20 633	34 816
Comptes de règlements débiteurs sur opérations sur titres	(0)	-
Etat	3 091	3 446
Charges payées ou comptabilisées d'avance	2 577	19 867
Autres débiteurs divers	44 918	48 008
Total brut	71 218	106 137
Dépréciation	-	-
Total net	71 218	106 137

Autres passifs

(en milliers d'euros)	2024	2023
Appels de marge et dépôts de garantie reçus	13 217	72 672
Dettes et charges à payer – Etat	214	2 676
Dettes et charges à payer – Personnel	19 321	20 482
Produits constatés d'avance	832	3 455
Autres charges à payer	51 634	44 856
Autres créditeurs divers	534	7 868
Passif locatif sur actifs loués	18 370	25 119
Total	104 122	177 128

5.10. – Echéances contractuelles des actifs et passifs financiers**Principes comptables**

Les durées restant à courir sont déterminées à partir des maturités contractuelles, échéance par échéance, pour les opérations amortissables.

Les comptes de régularisation et les comptes d'actifs et de passifs divers ne sont pas échéancés mais ont tous une durée restant à courir inférieure à un an.

Les éléments dont l'échéance n'est pas déterminable sont classés dans la colonne « Autres ».

Actifs financiers

Pour les crédits renouvelables (essentiellement les crédits à la consommation), l'occurrence des renouvellements n'étant pas connue, les dates de renouvellement sont considérées comme date d'échéance finale. Les créances rattachées font l'objet d'une colonne spécifique.

Passifs financiers

L'échéance des engagements de garantie donnés est déterminée en fonction de la meilleure estimation possible d'écoulement et est classée, par défaut, dans la première tranche (jusqu'à 3 mois). Les dettes rattachées font l'objet d'une colonne spécifique.

Actifs financiers

	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Créances rattachées	2024
(en milliers d'euros)						
Caisse et banques centrales	189 345	-	-	-	-	189 345
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	-	11 236	(22)	11 214
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16 994	10 002	-	-	124	32 327
Prêts et créances sur les établissements de crédit	478 050	-	-	-	-	478 050
Prêts et créances sur la clientèle	403	-	2 821	-	18	3 242
Titres de dettes	110 081	30 831	143 890	20 613	2 473	307 888
Total	794 873	40 833	146 711	31 849	2 593	1 022 064

Passifs financiers

	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dettes rattachées	2024
(en milliers d'euros)						
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	-	4 718	78	4 796
Dettes envers les établissements de crédit	-	22 036	-	-	-	22 036
Dettes envers la clientèle	504 579	50 811	37 086	-	19 321	611 797
Dettes représentées par un titre	-	-	10 000	-	28	10 028
Dettes subordonnées	-	-	-	27 443	190	27 633
Total	504 579	72 847	47 086	32 161	19 617	676 290

5.11. – Portefeuilles par type de produits et de taux

(en milliers d'euros)	2024														
	Actifs financiers à la Juste valeur par compte de résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Titres de dettes			Prêts et créances sur les établissements de crédit			Prêts et créances sur la clientèle		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	478 050	478 050	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 394	15	12 409
Obligations	-	-	-	32 327	-	32 327	307 913	-	307 913	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et OPCVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Douzeux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-	-	(26)	-	-	-	-	-	(9 168)
Total	-	-	-	32 327	-	32 327	307 913	-	307 888	-	478 050	478 050	12 394	15	3 242

(en milliers d'euros)	2024											
	Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat			Dettes envers les établissements de crédit			Dettes envers la clientèle			Dettes représentées par un titre		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	22 036	22 036	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	587 069	24 728	611 797	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission de titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 028	10 028
Total	-	-	-	-	22 036	22 036	587 069	24 728	611 797	-	10 028	10 028

Pour mémoire, les taux révisables sont assimilables à des taux variables dans le tableau ci-dessus.

Note 6. – Produit net bancaire

6.1. – Produits et charges d'intérêts et assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat en Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (prêts et créances, dettes), ainsi que pour les titres de dette classés en instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux prend en considération les flux de trésorerie estimés sur la base des modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures et il inclut par ailleurs les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	31 137	18 126
Opérations avec la clientèle	49 547	111 493
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	18 293	1 277
Actifs financiers au coût amorti	3 251	1 885
Autres (1)	43 645	39 559
Intérêts et produits assimilés	145 873	172 339
Opérations avec les établissements de crédit	(5 418)	(15 522)
Opérations avec la clientèle	(53 879)	(35 612)
Passifs financiers au coût amorti	(6 540)	(14 329)
Dettes subordonnées	(781)	(779)
Autres	(183)	(198)
Intérêts et charges assimilées	(66 802)	(66 440)

(1) Les « autres intérêts et produits assimilés » correspondent principalement au résultat net des swaps de couverture (micro et macro)

6.2. – Produits et charges de commissions

Principes comptables

Les rubriques de « Produits (Charges) de commissions » regroupent les commissions sur prestations de services et engagements qui ne sont pas assimilables à des intérêts. Les commissions assimilables à des intérêts font partie intégrante du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel elles se rapportent et sont enregistrées en Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent :

- les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements aux services digitaux, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue ;

— les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage, ou les pénalités sur incidents de paiement, sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

La prime de bienvenue versée aux clients lors de la souscription de la nouvelle offre bancaire Orange Bank correspond à une remise octroyée au client et vient en réduction du produit net bancaire. Elle est classée au sein de la rubrique « Charges de commissions » et ne donne pas lieu à étalement.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	551	1 123
Opérations de change	52	69
Opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	12	15
Opérations sur moyens de paiement	7 107	29 990
Autres produits de services financiers	27 868	71 766
Produits de commissions	35 591	102 962
Opérations avec les établissements de crédit	(105)	(291)
Opérations avec la clientèle	(2 964)	(3 082)
Opérations sur titres	(4)	(31)
Opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	(2 149)	(876)
Opérations sur moyens de paiement	(1 577)	(9 097)
Autres charges de services financiers	(15 859)	(54 329)
Charges de commissions	(22 659)	(67 706)

6.3. – Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les charges des autres activités enregistrent essentiellement la rémunération des réseaux de distribution Orange et Groupama. Elles sont comptabilisées au fur et à mesure des prestations de commercialisation, sans étalement. Une part de la rémunération du réseau est basée sur le stock de produits commercialisés. Cette rémunération est enregistrée comptablement prorata temporis.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Autres résultats d'exploitation bancaire ⁽¹⁾	6 329	3 016
Produits des autres activités	6 329	3 016
Autres résultats d'exploitation bancaire ⁽²⁾	(206 845)	(9 021)
Produits rétrocédés	(22 335)	(1 079)
Charges des autres activités	(229 180)	(10 100)

(1) Autres produits : dont produit de référencement des clients (3,3 M€) et cession de l'activité de courtage (0,7 M€) ;

(2) Autres charges : dont pertes sur cessions de portefeuille de crédit en France (-189,7 M€), en Espagne (-20,3 M€ - hors intérêts reconnus jusqu'aux cessions).

Note 7. – Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2024	2023
Traitements et salaires	(41 933)	(44 897)
Charges sociales	(18 162)	(21 863)
Autres charges de personnel, dont intéressement et impôts et taxes sur rémunérations ⁽¹⁾	(3 750)	(124 195)
Total	(63 845)	(190 956)
Effectif moyen (équivalent temps plein)	714	843

(1) dont provisionnement du plan de sauvegarde de l'emploi en l'état des négociations (version unilatérale) au 31 décembre 2023, soit 122 millions d'euros.

Les effectifs moyens correspondent aux effectifs d'Orange Bank (y compris la succursale espagnole) et à ceux de la filiale Anytime. Les autres entités du Groupe (Compagnie Financière d'Orange Bank et FCT Orange Bank Personal Loans 2020 dissout au cours de l'année 2024) ne disposent pas de leurs propres collaborateurs. A titre d'information, sur l'exercice 2024, les effectifs moyens d'Orange Bank s'élevaient à 646 ETP et ceux de la société Anytime à 68 ETP.

7.1. – Avantages du personnel

Principes comptables

Les avantages du personnel se répartissent comme suit :

- les avantages à court terme dont le règlement est attendu dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondants, tels les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes ainsi que l'intéressement des salariés ;
- les avantages postérieurs à l'emploi sont offerts à travers des régimes à prestations définies : le montant des engagements futurs représentatifs de ces régimes est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées :
 - leur calcul intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité, ...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation, ...) ;
 - le taux d'actualisation, défini par pays, est déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'Etat s'il n'existe pas de marché actif). Il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence pour la zone euro ;
 - les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur totalité en autres éléments du résultat global ;
- d'autres avantages du personnel à long terme peuvent être octroyés tels que les médailles du travail. Ils sont évalués sur la base d'hypothèses actuarielles comprenant des hypothèses démographiques, financières et d'actualisation de nature similaire à celle des avantages postérieurs à l'emploi. Les écarts actuariels relatifs à ces autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont constatés ;
- les avantages du personnel à long terme dont le règlement est attendu dans un délai de supérieur de 12 mois telles les rémunérations des anciens salariés ou actionnaires au titre des services rendus à l'entreprise après l'acquisition.

Les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une provision à hauteur de l'engagement en résultant. Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est comptabilisée en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Indemnités de fin de carrière	972	832
Médailles du travail	161	386
Temps partiel seniors	1 474	2 857
Total	2 608	4 075

Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les avantages en matière d'avantages au personnel comprennent principalement les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail et les temps partiels seniors.

Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

L'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme repose en particulier sur l'âge de départ à la retraite, déterminé en fonction des dispositions applicables à chacun des régimes et des conditions nécessaires pour ouvrir un droit à une pension à taux plein (lesquelles sont souvent sujettes à des révisions législatives), ainsi que les hypothèses de réévaluation salariale, de turnover et des perspectives d'inflation.

Compte tenu de la mise en œuvre du PSE en 2024, Orange Bank a revu les engagements comme suit :

- pour les indemnités de départ en retraite : en raison d'une couverture par le PSE supérieure aux seuls engagements en matière de retraite, sont couverts par la provision les seuls collaborateurs exclus du PSE, à savoir les Temps Partiels Senior (TPS) ;
- pour les médailles du travail : le montant de la provision a été calibré à la charge anticipée pour les années 2025 - 2026, compte étant tenu des montants moyens effectivement payés les années précédentes.

L'évolution des engagements liés aux avantages du personnel s'explique comme suit :

(en milliers d'euros)	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Temps partiel seniors	2024	2023
Avantage du personnel en début de période	832	386	2 857	4 075	7 498
Charges en résultat	174	73	(1 171)	(924)	1 510
Prestations directement payées par l'employeur	(72)	(311)	(303)	(686)	(4 194)
(Gains) ou Pertes actuariels générés sur l'exercice en autres éléments du résultat global	38	13	91	142	(739)
Avantage du personnel en fin de période	972	161	1 474	2 608	4 075

7.2. – Rémunération des dirigeants

Les membres des Conseils d'administration des sociétés du Groupe, salariés des Groupes Orange ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs mandats. Les administrateurs indépendants, au nombre de deux, sont rémunérés sur la base d'une indemnité fixe par présence effective aux réunions des Conseils d'administration et des Comités spécialisés (Comité d'audit, Comité des risques, etc.).

Note 8. – Impôts courants et différés

8.1. – Impôts et taxes d'exploitation

Principes comptables

L'impôt sur les sociétés est présenté séparément des autres impôts et taxes d'exploitation qui sont présentés au sein de la rubrique « Autres charges générales d'exploitation ». Il est déterminé en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur dans le pays d'implantation de chaque entité du périmètre de consolidation.

Il comprend les impôts courants et différés :

- l'impôt courant est le montant d'impôt payable (ou remboursable) calculé sur la base du bénéfice imposable de la période ;
- l'impôt différé est le montant d'impôt résultant de transactions et qui sera payable (ou recouvrable) dans une période future.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en diminution des « Autres charges générales d'exploitation ».

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles constatées entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Les impôts différés actifs afférents aux pertes fiscales reportables ont été reconnus et dépréciés immédiatement.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Impôts et taxes comptabilisés en résultat

(en milliers d'euros)	2024	2023
Contribution économique et territoriale	(309)	(452)
Autres taxes	(1 263)	(6 115)
Total	(1 572)	(6 567)

Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts et taxes d'exploitation - Actifs	2 202	2 549
Taxe sur la valeur ajoutée	174	238
Autres taxes	2 027	2 311
Impôts et taxes d'exploitation - Passifs	(214)	(2 676)
Contribution économique et territoriale	-	(236)
Taxe sur la valeur ajoutée	516	(1 857)
Autres taxes	(730)	(582)
Impôts et taxes d'exploitation - Nets	1 988	(127)

Etat de variation des impôts et taxes dus

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts et taxes d'exploitation nets (passifs) en début de période	-	-
Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés en résultat	(1 572)	(6 567)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	1 572	6 567
Reclassements et autres	-	-
Impôts et taxes d'exploitation nets (passifs) en fin de période	-	-

8.2. – Impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts exigibles	(23)	(123)
Impôts différés	(78)	8
Total	(101)	(115)

Les impôts différés sont calculés et comptabilisés sur une période de 10 ans.
Le taux effectif d'impôt appliqué depuis le 1^{er} janvier 2022 est de 25,83 %.

Preuve d'impôt Groupe

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat avant impôt	(406 716)	(302 735)
Taux légal d'imposition en France	25,83%	25,83%
Impôt théorique	(105 055)	(78 196)
Provision IDA	105 055	78 196
Eléments de réconciliation	-	-
Ecart d'acquisition négatif comptabilisé en résultat	-	-
Autres éléments de réconciliation	(101)	(115)
Impôt effectif	(101)	(115)
Crédits d'impôts	(23)	(123)
Impôts différés	(78)	8
Taux effectif d'impôts	-	-

8.3. – Impôts différés

Impôts différés par nature

Au 31 décembre 2024, les impôts différés actifs non reconnus sont liés principalement aux déficits reportables indéfiniment sur l'entité Orange Bank (soit un montant de 435 millions d'euros).

	2024			2023		
(en milliers d'euros)	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Impôts exigibles	-	-	-	-	-	-
Impôts différés	4 970	4 970	-	6 729	6 721	8
dont stock IDA sur déficit fiscal	435 001	-	435 001	348 645	-	348 645
dont provision sur IDA sur déficit fiscal	(435 001)	-	(435 001)	(348 645)	-	(348 645)
dont IDA / IDP sur IFRS 16 (contrats de bail)	4 970	4 970	-	6 729	6 721	8

Etat de variation des impôts différés nets

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts différés nets en début de période	8	(0)
Produit/charge comptabilisé en compte de résultat	(78)	8
Produit/charge comptabilisé en autres éléments du résultat global	-	-
Produit/charge comptabilisé en réserves	-	-
Reclassements et autres	-	-
Impôts différés nets en fin de période	0	8

Note 9. – Immobilisations corporelles

Principes comptables

Ces principes comptables sont appliqués à compter du 1 janvier 2020 conformément aux dispositions de la norme IFRS 16.

Champ d'application

La norme IFRS 16 s'applique à tous les contrats de location sauf :

- les contrats portant sur la prospection ou l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, ou sur des actifs biologiques ;
- les accords de concession de services ;
- les licences de propriété intellectuelle ;
- les droits détenus par le preneur en vertu d'accords de licence sur des films cinématographiques, des enregistrements vidéo, des pièces de théâtre, des manuscrits, des brevets et droits de reproduction.

Les preneurs ont également la possibilité de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de location portant sur les autres immobilisations incorporelles (logiciels, par exemple). Le Groupe a opté pour cette exclusion.

Mesures de simplification

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire (ordinateurs personnels, tablettes, téléphones et petit mobilier de bureau). Le Groupe a décidé d'appliquer le seuil d'exemption de 5 000 USD mentionné par l'IASB.

Les contrats de location de véhicules, conclus avec des loueurs externes au Groupe, sont marginaux et ont été exclus en raison de leur faible matérialité.

Il en est de même pour les surfaces louées pour accueillir les distributeurs automatiques de billets du Groupe.

Distinction entre contrats de location et contrats de services

Les contrats doivent être analysés pour déterminer s'ils répondent à la définition d'un contrat de location et pour en séparer, le cas échéant, les différentes composantes locatives et les composantes non-locatives (ou services).

Un contrat est un contrat de location ou contient une composante locative s'il confère au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié moyennant une contrepartie et pour une durée donnée :

- le contrôle de l'utilisation de l'actif loué suppose le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques liés à son utilisation tout au long de la durée du contrat de location et la capacité pour le preneur de diriger l'utilisation de l'actif ;
- l'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif ;
- l'actif identifié peut être constitué d'une portion physiquement distincte d'un actif plus large (comme par exemple un étage déterminé au sein d'un immeuble). En revanche une partie de la capacité ou d'un bien qui n'est pas physiquement distincte ne constitue pas un actif identifié (comme par exemple la location de surfaces de travail partagées, ou co working, au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie au sein de cet ensemble).

A défaut pour le preneur de pouvoir séparer les composantes non-locatives (ou services) des composantes locatives au sein d'un même contrat, le contrat est comptabilisé comme un contrat unique qualifié de location.

Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur enregistre à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée en cas de modification du contrat de location, de ré-estimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux. Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété.

Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus en pleine propriété.

Comptabilisation d'une dette locative par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur enregistre à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée de la location. Cette dette locative est ensuite évaluée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif : chaque paiement de loyer est ainsi enregistré pour partie en charge d'intérêts dans le compte de résultat et pour partie en réduction progressive de la dette locative au passif du bilan.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux. Le cas échéant, le preneur doit également reconnaître parmi ses passifs une provision pour couvrir les frais de remise en état du bien loué qui seraient encourus à l'échéance du bail.

Durée de la location

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspondra à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer ;
- et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée doit tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options.

Lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de résilier le contrat de location sans accord préalable de l'autre partie et sans pénalité autre que négligeable, le contrat n'est plus exécutoire et ne génère alors plus de dette locative.

Les durées retenues par le Groupe sont celles indiquées sur les contrats de location signés.

En 2024, deux contrats sont comptabilisés selon la norme IFRS 16 : un contrat d'une durée de 12 ans (échéance le 3 octobre 2028) concernant le site de Montreuil et un contrat de 12 ans (échéance janvier 2032) concernant le site d'Amiens. En Espagne, le bail signé fin 2024 dans le cadre de l'extinction de la succursale étant d'une durée inférieure à 12 mois, n'est pas traité selon la norme IFRS 16.

Taux d'actualisation des loyers

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le Groupe a donc décidé d'utiliser le taux d'endettement marginal des preneurs pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

Le taux d'endettement marginal est déterminé au niveau de l'entité juridique preneuse et non au niveau du Groupe, en tenant compte des conditions d'emprunt et du risque de crédit propre de cette entité. Les taux d'actualisation à utiliser au sein du Groupe sont déterminés par devises et par pays d'implantation des entités preneuses.

Principaux actifs	Période d'amortissement
Droits d'utilisation immobilisés	Selon la durée locative (5 à 12 ans)
Agencements	5 à 9 ans selon la localisation (*)
Mobilier de bureau	10 ans maximum
Matériel de bureau, véhicules	4 ans maximum

(*) Le Groupe est locataire de ses locaux et a reconnu à ce titre des droits d'utilisation dans le cadre de l'application d'IFRS 16. Les travaux d'entretien courants et d'agencements sont comptabilisés en charge. Seuls les travaux majeurs donnent lieu à immobilisation et amortissement sur la durée restant à courir du bail.

	2024				2023
	Valeur brute	Amort. cumulés	Pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
(en milliers d'euros)					
Immobilisations corporelles	60 808	(43 826)	(162)	16 820	28 466

Etat de variation des immobilisations corporelles nettes

(en milliers d'euros)	2024	2023
Valeur nette des immobilisations corporelles en début de période	28 466	34 630
Acquisitions d'immobilisations corporelles	390	1 813
Nouveaux droits d'utilisation (IFRS 16)	-	-
Cessions et mises au rebut ⁽¹⁾	(4 901)	(3 611)
Dotations aux amortissements	(7 136)	(4 365)
Pertes de valeur	-	-
Valeur nette des immobilisations corporelles en fin de période	16 820	28 466

(1) Dont impact de la sortie du bail en Espagne pour - 3,5 M€.

Note 10. – Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels acquis ou développés en interne, ainsi que les écarts d'acquisition.

Logiciels

La valeur brute des immobilisations incorporelles correspond à leur coût d'acquisition / coût de développement qui comprend – le cas échéant – les frais directement attribuables à l'acquisition :

- les coûts d'achats des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation et de développement / paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes. Tous les coûts périphériques directement liés aux développements de cette nouvelle offre font l'objet aussi d'immobilisation (définition des architectures, pilotage de proximité, ...) ;
- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Les coûts du personnel interne à l'établissement, qui contribuent au développement des offres, donnent lieu à activation dès lors qu'il s'agit de coûts dûment identifiés par un suivi des temps et valorisés selon des règles en accord avec les principes comptables généralement admis et les règles du groupe. A l'inverse, les coûts de personnel ne répondant pas à ces critères sont maintenus en charges de personnel.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition ou de développement, en général sans déduction d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu.

Les logiciels dont les licences sont payables annuellement sont comptabilisés en charges étalées sur la période de référence de facturation et d'utilisation.

Ecart d'acquisition

Dans le bilan consolidé, l'écart d'acquisition constitue un actif incorporel dont la durée de vie est présumée indéfinie ; il n'est pas amorti et ne génère ainsi aucune charge récurrente dans les résultats futurs du Groupe.

Le Groupe vérifie cependant chaque année que la valeur de ses écarts d'acquisition n'a subi aucune dépréciation. Dans le cas contraire, une charge irréversible est immédiatement constatée en résultat, indiquant que la rentabilité du capital immatériel de l'entité acquise est inférieure aux attentes initiales ou que les synergies espérées n'ont pu être réalisées.

Principaux actifs	Période d'amortissement
Logiciels	3 à 6 ans

	2024				2023
	Valeur brute	Amort. cumulés	Pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
(en milliers d'euros)					
Immobilisations incorporelles	256 087	(157 768)	(96 515)	1 804	21 792

Etat de variation des immobilisations incorporelles nettes

(en milliers d'euros)	2024	2023
Valeur nette des immobilisations incorporelles en début de période	21 792	49 644
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 018	29 690
Relation clientèle	-	-
Ecart d'acquisition ⁽¹⁾	(850)	-
Cessions et mises au rebut ⁽²⁾	(52 810)	3 611
Dotations aux amortissements ⁽³⁾	37 012	(17 951)
Pertes de valeur ⁽⁴⁾	(4 358)	(43 203)
Valeur nette des immobilisations incorporelles en fin de période	1 804	21 792

(1) Vente du fonds de commerce de l'activité de courtage ;

(2) Dont mises au rebut des immobilisations incorporelles : en France 28,7 M€, en Espagne 23,7 M€ ;

(3) Reprise nette des amortissements liée aux mises au rebut des immobilisations ;

(4) En 2023, perte de valeur liée à la campagne de test de dépréciation à hauteur de 42 millions d'euros (en valeur brute et avant effet impôt différés) et portant sur la totalité du projet One Bank.

Décomposition des immobilisations incorporelles

	2023	2024			
(en milliers d'euros)	Total	Acquisitions	Sorties	Pertes de valeur	Total
Logiciels	216 572	1 018	(52 810)	(5 208)	159 572
Relation clientèle	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	-	-	(850)	850	-
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-
Valeur brute	216 572	1 018	(53 660)	(4 358)	159 572
Amortissements cumulés	(194 780)	-	37 012		(157 768)
Valeur nette	21 792	1 019	(16 648)	(4 358)	1 804

Note 11. – Capitaux propres**11.1. – Evolution du capital**

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 février 2024, le Capital Social du Groupe a été augmenté de 250 millions d'euros par l'émission de 250 millions d'actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites par le Groupe Orange, via sa filiale Orange Participations.

Au 31 décembre 2024, le capital social de la société, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, s'établit à 1 138 millions d'euros, divisé en 1 138 millions d'actions ordinaires d'un nominal de 1 euro.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Groupe Orange (via Orange Participations)	1 138 000	888 000
Groupe Groupama (via Cofintex 17)	-	-
Total actions	1 138 000	888 000

11.2. – Distributions

Néant

11.3. – Résultat par action

Principes comptables

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué :

- le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ;
- le résultat dilué est calculé à partir du même résultat net, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation sur la période.

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	(406 817)	(302 850)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action de base (a)	(406 817)	(302 850)
Effets des instruments dilutifs	-	-
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action dilué (b)	(406 817)	(302 850)
(nombre d'actions moyen pondéré)		
Actions ordinaires en circulation (c)	964 027 397	749 643 836

(en euros)		
Résultat net par action de base (a)/(c)	(0,42)	(0,40)
Résultat par action dilué (b)/(c)	(0,42)	(0,40)

Note 12. – Autres charges générales

Principes comptables

Le Groupe enregistre les frais administratifs en charges en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent et du rythme de consommation de ces prestations.

La charge relative aux Impôts et versements assimilés est comptabilisée uniquement lorsque survient le fait générateur prévu par la législation. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive d'une activité, la charge est comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un seuil, la charge n'est enregistrée que lorsque le seuil est atteint.

Les Impôts et versements assimilés incluent toutes les contributions prélevées par une autorité publique, parmi lesquelles figurent les cotisations versées au Fonds de Résolution Unique et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution et les contributions pour frais de contrôle des autorités de contrôle qui sont comptabilisées en résultat au 1^{er}

janvier de l'exercice. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), calculée sur l'assiette des revenus de l'exercice précédent, est comptabilisée intégralement en résultat au 1^{er} janvier de l'exercice en cours.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts et taxes d'exploitation	(1 572)	(6 567)
Services extérieurs	(82 050)	(107 970)
Autres charges diverses d'exploitation	(56 891)	(7 775)
Dotations provisions pour risques	(12 540)	(45)
Reprises provisions pour risques	800	708
Autres charges générales d'exploitation	(152 253)	(121 648)

Note 13. – Litiges

Orange Bank fait l'objet d'un contentieux historique où les demandeurs réclament au total environ 310 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Considérant ces réclamations non fondées et suivant les préconisations de ses conseils juridiques en les contestant fermement, Orange Bank n'a comptabilisé aucune provision.

La cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 24 janvier 2024. Aux termes de cet arrêt, la cour d'appel de Paris a fait droit à l'argumentation d'Orange Bank, notamment en déboutant les consorts A de l'intégralité de leurs demandes à l'encontre d'Orange Bank. Les consorts A ont formé un pourvoi en cassation, enregistré le 29 mars 2024, à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel de Paris.

Note 14. – Transactions avec les parties liées

Principes comptables

La norme IAS 24 requiert une information sur les parties liées. Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre une entité présentant les états financiers et une partie liée, sans tenir compte du fait qu'un prix soit facturé ou non.

Les transactions significatives réalisées avec le Groupe Orange sont :

- la rémunération du réseau Orange commercialisant l'offre d'Orange Bank ;
 - la refacturation à due concurrence des campagnes de promotion publicitaire nationales organisées par Orange afin d'assurer une cohérence globale de celles-ci ;
 - la facturation des prestations par Orange en sa qualité d'opérateur téléphonique pour Orange Bank
- ; — la souscription par Orange d'un titre subordonné de 27,4 millions d'euros le 4 octobre 2021.

Ces transactions sont réalisées aux prix de marché.

Note 15. – Engagements contractuels non comptabilisés

Principes comptables

Engagements de financement

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers dérivés, ni évalués en juste valeur par résultat au titre d'une activité de transaction, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur ; Conformément aux principes comptables relatifs au provisionnement de risque de crédit, les engagements de financement et les garanties financières donnés, font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue. Ces dépréciations et provisions sont enregistrées dès l'octroi des prêts, la conclusion des engagements ou l'acquisition des titres obligataires, sans attendre l'apparition d'une indication objective de dépréciation

Engagements de garantie

Le Groupe inscrit initialement à son bilan les garanties financières données, considérées comptablement comme des instruments financiers non dérivés, pour leur juste valeur. Elles sont évaluées ultérieurement au montant le plus élevé

entre le montant de l'obligation et le montant initialement enregistré diminué le cas échéant de l'amortissement cumulé de la commission de garantie. En cas d'indication objective de perte de valeur, les garanties financières données font l'objet d'une provision au passif du bilan (voir Note 5.8).

Engagements sur titres

Les achats et les ventes de titres classés en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat », en « Titres de dettes » et en

« Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison. Entre la date de négociation et la date de règlement-livraison, les engagements sur titres à recevoir ou à livrer ne sont pas enregistrés au bilan. Les variations de juste valeur des titres en juste valeur par résultat et des titres disponibles à la vente entre la date de négociation et la date de règlement-livraison sont enregistrées en résultat ou en capitaux propres en fonction de la classification comptable des titres concernés.

Au 31 décembre 2024, Orange Bank n'a pas, à sa connaissance, contracté d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future en dehors de ceux mentionnés dans la présente note.

15.1. – Engagements donnés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement	-	16 764
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	-	16 764
Engagements de garantie	1 873	4 685
Donnés aux établissements de crédit	1 843	2 760
Donnés à la clientèle	30	1 925
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Autres engagements	-	126 346
Valeurs données en garantie	-	126 346
Engagements douteux	-	7
En faveur de la clientèle	-	7
Total	1 873	147 801

Orange Bank ne dispose au 31 décembre 2024 que d'engagements résiduels au bénéfice de la clientèle ; engagements dénoués au cours du premier trimestre 2025.

15.2. – Engagements reçus

(en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement	50 000	850 000
Reçus d'établissements de crédit	-	450 000
Reçus de la clientèle	50 000	400 000
Engagements de garantie	-	899 733
Reçus d'établissements de crédit	-	834 965
Reçus de la clientèle	-	64 769
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-
Total	50 000	1 749 733

Dans le cadre de sa stratégie de refinancement, Orange Bank bénéficie au 31 décembre 2024 d'un engagement de financement émis par Orange SA à hauteur de 50 millions d'euros.

Note 16. – Honoraires des Commissaires aux comptes

Les montants des honoraires de Commissariat aux Comptes, inscrits en résultat dans les comptes des différentes entités du Groupe (selon les lettres de mission signées), se décomposent comme suit :

— Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2024

- CFOB : 101 milliers d'euros hors taxes, répartis à parts égales entre les cabinets Deloitte et KPMG ;
- Orange Bank :
 - 250 milliers d'euros hors taxes pour le Cabinet KPMG
 - 311 milliers d'euros hors taxes pour le Cabinet Deloitte & Associés (dont 61 au titre de la succursale espagnole).
- Anytime : 41milliers d'euros hors taxes pour le cabinet KPMG ;
- FCT Orange Bank Personal Loans 2020 : 8 milliers d'euros pour le Cabinet PWC.

— Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2023, payés en 2024

- Des travaux complémentaires sur les comptes statutaires et les comptes consolidés : 82 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 128 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.

— Une mission complémentaire

- Une mission complémentaire liée au processus de retrait d'agrément, soit 48 milliers d'euros pour chacun des cabinets Deloitte et KPMG.

Note 17. – Informations relatives aux risques

17.1. – Stratégie de gestion du risque

La Compagnie Financière d'Orange Bank dispose de son propre dispositif de gestion des risques conformément à la réglementation bancaire. Au titre de cette réglementation, Orange Bank est soumise à la surveillance de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et doit respecter à tout moment une exigence de fonds propres lui permettant de faire face aux risques liés à son activité.

Les activités de la Compagnie Financière d'Orange Bank l'exposent à la plupart des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR. Parmi ces risques, les plus significatifs sont :

- risque de crédit et de contrepartie : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- risque de liquidité : risque pour Orange Bank de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;
- risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe et le risque informatique ;
 - risque de non-conformité : risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières.
- risque de concentration : risque découlant d'une exposition trop importante à une contrepartie, à un ensemble de contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur ;
- risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché.

La taille de la Banque et son profil de risque modérés ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

La Compagnie Financière d'Orange Bank n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, le Comité exécutif de la banque fixe les limites et la direction des risques veille au respect de ces limites ainsi qu'à la qualité des signatures autorisées.

Par ailleurs, la banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et d'évaluation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité exécutif de la banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risques de l'établissement qui est formalisée à travers le cadre d'appétence aux risques et est garant de sa correcte mise en œuvre.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires sur le dispositif de maîtrise de ces risques et rend compte de ses activités dans le comité de suivi des risques dont la fréquence est mensuelle. Le Directeur des risques rend par ailleurs compte de ses activités trimestriellement au Comité des Risques du Conseil d'Administration.

17.2. – Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit

Dans le cadre du Pilier 2, la Compagnie Financière d'Orange Bank pilote et contrôle ses risques selon une méthode adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites d'appétence et opérationnelles, cartographie et évaluation des risques, etc.). Elle utilise une approche standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

En outre, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement conformément à la réglementation IFRS 9.

En 2024, la Compagnie Financière d'Orange Bank a été tenue de respecter une exigence de fonds propres globale de 16,0% incluant un coussin au titre du P2R de 2,0%, un coussin au titre du P2G de 2,5% et un coussin contracyclique de 1,0%.

L'allocation des fonds propres de la Banque est déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre des évolutions prévues dans le business plan.

Après prise en compte de la consommation réglementaire prévisionnelle au titre des activités de crédit et au titre du risque opérationnel généré par l'ensemble des activités, la Compagnie Financière d'Orange Bank alloue une partie des fonds propres aux autres risques auxquels elle est exposée comme notamment le risque de taux ou le risque business.

Concernant le capital alloué à la gestion de la trésorerie, le département gestion du bilan opère dans le respect des limites accordées et avec les restrictions suivantes : les contreparties bancaires et États souverains doivent être notés a minima BBB. La banque a décidé de ne plus être exposées sur des contreparties corporate dans le cadre de sa politique de placement, à l'exception des émissions de sa maison mère la groupe Orange.

17.2.1. – Modalités de contrôle

Mensuellement, les encours pondérés sont calculés et communiqués au Comité ALM. Si les besoins sont supérieurs à l'allocation prévisionnelle définie, la Direction Générale peut être amenée à revoir l'allocation des fonds propres ou le plan de développement commercial (production de crédits future).

17.2.2. – Niveau de capital interne et simulations de crise

Des scénarios de crise sont simulés et mis à jour annuellement dans le cadre des simulations ICAAP/ILAAP qui concernent

les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux, commercial. En outre, la Compagnie Financière d'Orange Bank met à jour annuellement son cadre d'appétence aux risques ainsi que son plan préventif de rétablissement.

17.3. – Risque de crédit

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'arrêt de son activité, Compagnie Financière d'Orange Bank a très significativement réduit la taille de son bilan au 31 décembre 2024 (-3,1 milliards d'euros entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024). En France, cette réduction s'est faite grâce au référencement chez Hello bank! des clients détenant un compte courant, à la clôture des comptes des autres clients et à la cession des crédits à la consommation, immobiliers et professionnels à des investisseurs privés. En Espagne, les deux portefeuilles de crédits ainsi que les clients détenant un compte courant ont été transférés à BNP Paribas.

Dans ce contexte, la direction des risques a continué en 2024 d'adopter une politique prudente en matière de gestion des risques et de provisionnement sur les portefeuilles jusqu'à leur cession conformément à la réglementation IFRS9. Le coût du risque de l'année s'élève à 7,9 millions d'euros. A fin décembre 2024, l'encours de crédits (non cédés) s'élève à 12 millions d'euros, essentiellement des créances douteuses dépréciées dont le taux de couverture par les provisions atteint 95 %. Le coût du risque sur l'Espagne atteint 10,4 millions d'euros en 2024.

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité du département risques financiers chargé de procéder à l'analyse et à la surveillance du risque de crédit et d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité de suivi des risques, du comité des engagements sensibles et provisions et du Comité de Direction. Ce département peut préconiser des ajustements de politique crédit en fonction de l'évolution du niveau de risque observé et des anticipations au niveau de l'environnement économique et réglementaire.

17.3.1. – Dispositif de sélection des opérations

Ce dispositif, validé par le Comité de Direction de la Banque, est décrit dans une procédure générale permanente « politique de risque de crédit » qui reprend par type de clientèle l'offre proposée, les modalités de sélection des clients et les règles d'octroi des crédits. A noter que Compagnie Financière d'Orange Bank a cessé d'octroyer de nouveaux crédits à sa clientèle à compter du 1er juillet 2024.

17.3.2. – Éléments d'analyse de l'évolution des marges

La marge d'intermédiation des activités de la Banque donne lieu à un suivi régulier communiqué aux membres du Comité de Direction dans le cadre du comité taux.

17.3.3. – Définition des limites

Les limites définies par la direction des risques s'appliquent aux activités de placement dans le cadre de la gestion de la trésorerie. L'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie non retail est alors matérialisé par une autorisation et ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques. Plusieurs types de limites sont ainsi définis :

- les limites individuelles en montant par type de contrepartie : ces limites individuelles par contrepartie (ou client) s'apprécient au sens de « groupe client » (une maison mère et ses filiales seront ainsi considérées comme un seul « groupe client ») ;
- les limites de montants par type de clientèle et produits : ces limites s'apprécient en agrégeant l'ensemble des engagements sur un même type de client et pour un même type de produits (par exemple tous les engagements de bilan sur un secteur économique). Ces limites sont révisées a minima annuellement et plus souvent si nécessaire. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des éventuelles garanties fournies par la contrepartie. Elles peuvent être revues à tout moment si les circonstances le justifient.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013. Il est à noter que dans le cadre du plan de fermeture impliquant une réduction progressive des fonds propres, l'ACPR a accordé à Compagnie Financière d'Orange

Bank une dérogation en matière de limite des grands risques sur les contreparties Orange SA et Natixis.

17.3.4. – L'atténuation du risque de crédit

Bien que la banque octroie principalement des crédits à la consommation non garantis, la politique de risque de crédit définit, par type de crédit et par type de clientèle, la nature et le niveau des garanties à constituer, afin de réduire son exposition au risque.

Les garanties et sûretés sont prises en compte pour leur valeur économique et concernent principalement les crédits en gestion extinctive et le portefeuille habitat couvert par Crédit Logement. La capacité de l'emprunteur devant être avant tout constituée par ses flux de revenus, ces garanties et sûretés ne sont pas acceptées en tant que source de remboursement.

17.3.5. – Surveillance et maîtrise des risques de crédit

Afin de permettre un pilotage réactif du risque de crédit, le Comité des risques de crédit se réunit chaque mois dans le but :

- d'effectuer le suivi du risque par mois de production ;
- d'effectuer le suivi des encours, des limites, des garanties ;
- d'effectuer le suivi de la performance du recouvrement ;
- d'examiner les constats et recommandations de la direction des risques suite à l'analyse de la charge du risque.

Le Comité des engagements sensibles et des provisions, se réunit chaque trimestre afin :

- de procéder à la revue de tous les engagements sensibles ;
- d'examiner les dossiers douteux et de décider éventuellement du passage en contentieux et du niveau de provisionnement ;
- de mettre à jour périodiquement les taux de provisionnement statistiques des encours de la clientèle de détail.
- revoir annuellement les scénarii macro-économiques et valider les propositions d'ajustement de la composante « forward looking » des modèles de provisionnement statistiques.

17.3.6. – Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés

Conformément aux exigences réglementaires notamment l'entrée en vigueur des guidelines EBA, la Banque a fait évoluer sa définition du défaut à compter du 1^{er} janvier 2021.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9, la Compagnie Financière d'Orange Bank a développé des modèles de PD et de LGD permettant d'estimer l'Expected Credit Loss sur les crédits à la consommation et sur les découverts bancaires. Sur les autres portefeuilles, compte tenu du faible effectif de défaut, des taux historiques de PD sont utilisés ainsi que des LGD à dire d'expert.

La Compagnie Financière d'Orange Bank réalise annuellement un backtesting de son modèle statistique et procède à un recalibrage des paramètres lorsque nécessaire.

17.4. – Risque de concentration

L'activité de la Banque étant essentiellement tournée vers la clientèle de détail, la Banque est naturellement peu exposée au risque de concentration. Cependant, la politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle. A fin 2024, compte tenu de la cession de ses portefeuilles de crédits dans le courant de l'année, Compagnie Financière d'Orange Bank n'est plus exposée au risque de concentration que via ses placements de trésorerie ou ses comptes nostri détenus dans d'autres établissements de crédit.

17.4.1. – Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Un suivi strict des expositions par zone géographique est en place et fait l'objet d'une présentation dans le tableau de bord des risques, en Comité des risques de crédits et en comité ALM pour les opérations de placement.

17.5. – Risques de marché

La Compagnie Financière d'Orange Bank ne réalise pas d'opérations de trading pour compte propre, l'activité de marché consiste principalement en des placements afin d'optimiser la gestion de la liquidité et l'achat de couvertures de taux.

L'encours du portefeuille titres a augmenté au cours de l'année 2024 compte tenu de la vente des portefeuilles de crédits qui a entraîné un excédent de liquidité provisoire. Les indicateurs de risque de marché restent stables et les risques associés sont non significatifs. Compagnie Financière d'Orange Bank a décidé de modifier le classement des titres en portefeuille d'investissement vers le portefeuille de placement (modification de l'intention de gestion). Cette modification validée par le Conseil d'Administration n'est pas motivée par la recherche d'une opportunité / ou de bénéficier d'une situation de marché particulière s'inscrit dans le cadre d'une cession anticipée des titres détenus.

Les titres à taux fixe dans les portefeuilles de placement sont couverts. Compagnie Financière d'Orange Bank n'a pas d'exposition classée en portefeuille de négociation. Le risque de taux est inférieur à 1 % du ratio CET1 au 31 décembre 2024. Enfin, le risque de base est non significatif.

17.5.1. – Fixation des limites

Le Comité ALM est informé mensuellement des systèmes de mesure des risques et des résultats, de la fixation des limites et de leur respect. Il est également informé mensuellement de tout événement de nature à modifier le niveau de risque de la Banque.

Les limites applicables aux opérations de la gestion de bilan sont révisées a minima annuellement et plus souvent si nécessaire par la direction des risques et validées par le Comité des engagements.

17.6. – Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique ou en dynamique et par des calculs de sensibilité de la VAN du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité ALM suit également d'autres stress scénarios de taux sur la VAN du bilan imposés par l'IRRBB : Parallel shock up (+ 200bps), Parallel shock down (- 200bps), Steepener shock (short rates down and long rates up), Flatteners shock (short rates up and long rates down), Short rates shock up (+ 250bps), Short rates shock down (- 250bps).

17.7. – Risque d'intermédiation

La Compagnie Financière d'Orange Bank n'opère plus depuis 2020 dans le domaine de la tenue de compte conservation. Au 31 décembre 2024, la Compagnie Financière d'Orange Bank n'est plus exposée au risque d'intermédiation.

17.8. – Risque de règlement

Le service pilotage des flux contrôle en temps réel les dénouements auprès des organismes de place sur la base des annonces qui lui sont faites par les services opérationnels (back-office trésorerie, moyens de paiement). La Banque est en mesure d'évaluer à tout moment les ressources titres ou espèces directement mobilisables lui permettant de respecter ses engagements. Elle dispose en effet de titres mobilisables auprès de la Banque de France lui permettant de mettre en place des opérations de pension afin d'assurer la liquidité intraday, voire overnight.

17.9. – Risque de liquidité

En 2024, Compagnie Financière d'Orange Bank a continué de gérer prudemment sa liquidité jusqu'à la cession de ses portefeuilles de crédits intervenue en septembre 2024. A fin décembre 2024, la trésorerie de la banque affiche un solde créditeur de 375 millions d'euros. Le ratio de liquidité à long terme NSFR (Net Stable Funding Ratio) est de 306 % et le ratio de LCR (ratio de liquidité à court terme) atteint 561 %.

Compagnie Financière d'Orange Bank a continué la diversification de ses sources de financement à travers le programme de comptes à terme Raisin afin de compenser la baisse des dépôts clientèle. Les nouvelles souscriptions

ont continué jusqu'à janvier 2024 puis les collectes ont repris en mois de juillet et d'août 2024 pour couvrir le risque de liquidité lié au décalage de la signature de la vente des portefeuilles. Depuis septembre 2024, l'encours de comptes à terme Raisin est en décroissance et est passé de 1 185 millions d'euros au 31 décembre 2023 à 587 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, Compagnie Financière d'Orange Bank a fait le choix d'investir partiellement sa liquidité disponible dans deux opérations de reverse repos, souscrites en septembre 2024 et décembre 2024, avec une date d'échéance mars 2025 (montant nominal total de 310 millions d'euros) et dans une opération d'achat d'émissions Orange SA souscrite en décembre 2024 avec une date d'échéance janvier 2025 (nominal de 100 millions d'euros).

17.10. – Risques opérationnels

Le pilotage du risque opérationnel couvre les risques opérationnels portés par l'ensemble des activités de la banque (management, activités opérationnelles et support) ainsi que les risques opérationnels venant des prestataires externes importants et critiques.

La gestion du risque opérationnel est sous la responsabilité du directeur Contrôles Permanents et Risques Opérationnels qui est subordonné au directeur exécutif Risques et Contrôles, membre du Comité de Direction, lui-même directement rattaché à un dirigeant effectif de la Compagnie Financière d'Orange Bank.

Le dispositif de maîtrise des risques opérationnels repose sur la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, la cartographie des risques, des analyses de scénarios, des indicateurs clés de risque pilotés par la direction des risques opérationnels et suivis dans le cadre de l'appétit au risque ainsi que sur une gestion des polices d'assurance couvrant les principales typologies de risques de la banque. Un recensement et une collecte de tous les incidents opérationnels de la banque (risques avérés), y compris les risques de non-conformité, risques informatiques et la sécurité des systèmes d'information, sont en place. La déclaration des incidents est effectuée dès leur détection par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement dans un outil informatique dédié.

En cas d'identification d'incidents de non-conformité, la direction des risques opérationnels saisit la direction de la conformité qui en assure le suivi et le pilotage.

Les pertes opérationnelles subies par l'entité se sont élevées à 1,8 millions d'euros en 2024, en diminution de près de 400 mille euros par rapport à l'année précédente. Les pertes enregistrées en 2024 sont principalement dues à des fraudes externes identifiées lors des revues de portefeuilles dans le cadre de la cession des crédits mais également dans une moindre mesure à des erreurs d'exécution (suspens comptables). En outre, la Compagnie Financière d'Orange Bank a fortement adapté son dispositif de contrôle interne en 2024 afin de maîtriser les risques mis en évidence par la cartographie réalisée dans le cadre du projet de fermeture des activités.

17.10.1. – Dispositif de collecte des incidents

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par la Banque est en place. Il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration) dans un outil dédié permettant par ailleurs de suivre les plans d'action associés.

17.10.2. – Programme d'assurance

La Compagnie Financière d'Orange Bank a mis en place un programme d'assurance validé par le Comité de Direction. Ce programme prend en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité de courtage d'assurance, « global e de banque », « perte d'activité bancaire » et risque cyber.

17.11. – Plan de Continuité des Activités

Le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA) est organisé autour de plusieurs dispositifs, notamment :

— la mise en œuvre d'une cellule de crise ; — le back-up des systèmes informatiques ; — le recours au télétravail massif.

Ce dispositif fait l'objet d'une mise à jour régulière et de simulations y compris en impliquant le Comité de Direction de la Banque.

Note 18. – Autres informations

18.1. – Informations relatives aux implantations dans les états ou territoires non coopératifs

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1^{er} du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations et leurs activités dans les états ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 du Code Général des Impôts et agrégées à l'échelle de ces états.

Le Groupe ne dispose d'aucune activité dans les états ou territoires non coopératifs au 31 décembre 2024.

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2025 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalons que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce} certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Compagnie Financière d'Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Estimation des risques liés aux litiges significatifs

Orange Bank, filiale consolidée de votre société, est engagée au 31 décembre 2024 dans un litige significatif comme indiqué dans la note 13 « Litiges » de l'annexe aux comptes consolidés. La direction considère les réclamations formulées à l'encontre d'Orange Bank comme non fondées ; elle n'a donc constitué aucune provision dans ses comptes.

Nous avons pris connaissance de l'évolution de ce litige au cours de l'exercice. Nous avons obtenu et examiné la note émise par les avocats reflétant leur appréciation des risques encourus par votre société dans le cadre de cette procédure au 31 décembre 2024 et analysé la cohérence de la position retenue par votre société en matière de provisionnement avec l'évaluation des risques formulée par les avocats et les éléments relatifs à la procédure.

Conséquences comptables du projet de retrait du groupe Orange des activités de banque en détail en France et en Espagne

Comme détaillé dans la note 1.2 « Faits marquants de l'exercice 2024 » de l'annexe aux comptes consolidés, Orange Bank a mis en œuvre, au cours de l'année 2024, son programme de désengagement des activités bancaires. Dans ce contexte, Orange Bank a notamment :

- négocié un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (« PSE ») qui se traduit par une provision de 122,8 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 122 millions d'euros au 31 décembre 2023, comme décrit au paragraphe « Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi » de la note 1.2 « Faits marquants de l'exercice 2024 » ;
- procédé à une dépréciation complémentaire de certains actifs incorporels ainsi qu'à une accélération du plan d'amortissements d'autres actifs incorporels pour un montant total de 5,2 millions d'euros compte tenu de la revue des avantages économiques futurs susceptibles d'être générés par ces éléments d'actif, comme indiqué dans la section « Décomposition des immobilisations incorporelles » de la note 10. « Immobilisations incorporelles » ;
- constaté une charge de 34,8 millions d'euros en 2024 au titre de la rupture anticipée de contrats avec ses partenaires et fournisseurs principaux, dont 6,1 millions d'euros en provisions au 31 décembre, ainsi que 4,9 millions de provision au titre du coût estimé de rupture des baux des immeubles actuellement loués, comme précisé dans le paragraphe « Mise en œuvre du programme de désengagement des activités bancaires » de la note 1.2 « Faits marquants de l'exercice 2024 » et dans la section « Détail des provisions de la note 5.8 de l'annexe aux comptes consolidés ;
- procédé à la cession de la quasi-totalité des portefeuilles de crédits tant en France qu'en Espagne ayant conduit à constater des moins-values à hauteur de respectivement 189,7 et 20,3 millions d'euros, ainsi que mentionné dans la note 6.3 « Produits et charges des autres activités ».

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives, nous avons pris connaissance de l'existence de faits générateurs conduisant à reconnaître chacune des opérations décrites au paragraphe précédent dans les comptes de l'exercice 2024. Nous avons analysé les modalités selon lesquelles elles ont été comptabilisées et avons apprécié la documentation des flux ainsi enregistrés dans les comptes au titre de ces différentes opérations, le cas échéant en revoyant les modalités de calcul et les hypothèses retenues lorsque ces montants constituaient des estimations comptables. Enfin, nous avons apprécié le caractère adéquat de l'information qui en est donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 28 mai 2025
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse du siège social.